MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Cinquante-huitième séance – Mardi 8 mai 2012, à 20 h 30

Présidence de M^{me} Alexandra Rys, présidente

La séance est ouverte à 20 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Fait excuser son absence: *M. Michel Amaudruz.*

Assistent à la séance: *M. Pierre Maudet*, maire, *M. Rémy Pagani*, vice-président, *M^{mes} Sandrine Salerno, Esther Alder* et *M. Sami Kanaan*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 27 avril 2012, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 8 mai et mercredi 9 mai 2012, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

La présidente. Nous allons donner lecture de la lettre de démission de M^{me} Fabienne Fischer.

Lecture de la lettre:

Genève, le 30 avril 2012

Concerne: Démission du Conseil municipal

Madame la présidente,

Par la présente, je vous informe de ma démission du Conseil municipal de la Ville de Genève.

Face à des nouvelles perspectives professionnelles qui me demandent une disponibilité accrue, j'ai dû faire un choix parmi mes activités.

Ce choix n'a pas été aisé. Après à peine une année de mandat, j'ai juste eu le temps de découvrir la complexité de la gestion d'une collectivité publique et j'aurais tout à apprendre, ou presque, dans ce domaine. Ma curiosité ainsi que mon envie d'être au service de la collectivité sont loin d'être satisfaites.

Toutefois, le mandat de conseillère municipale m'est apparu difficilement conciliable avec les impératifs qui sont le lot du commun des mortels – hommes ou femmes – de nos jours: concilier une vie professionnelle et une vie familiale qui requiert présence, écoute et disponibilité. Comment y ajouter, sauf à réaliser une triple journée, un engagement politique dans une fonction électorale?

Mon propos n'est pas dicté par le fait d'être une femme. Plusieurs conseillers municipaux qui sont aussi jeunes papas pourront, sans doute, confirmer la difficulté!

Je regrette d'avoir été placée, du fait de l'organisation actuelle des séances plénières et des commissions, devant l'obligation de faire un choix. J'aurais aimé

pouvoir relever les défis professionnels qui m’attendent tout en continuant à siéger au Conseil municipal, par exemple un jour par semaine plutôt que d’innombrables soirées. Force m’a été de constater qu’il s’agit encore, hélas, d’un vœu pieux.

C’est donc avec regret, mais aussi avec l’espoir que le Conseil municipal saura rapidement trouver des solutions pour permettre à tout un-e chacun-e de siéger, que je renonce aujourd’hui à la fonction que les électeurs et électrices m’avaient confiée.

Je souhaite au Conseil municipal des travaux fructueux, empreints de sagesse et de sérénité, propres à assurer la confiance des Genevois dans leurs autorités municipales. Je vous remercie, Madame la présidente, de transmettre à toutes les conseillères municipales et à tous les conseillers municipaux mes vœux pour que leur action au cours de la présente législature réponde aux attentes des administrés.

Veuillez croire, Madame la présidente, à l’assurance de mes bien cordiaux messages.

*Fabienne Fischer
Les Verts*

3. Prestation de serment de M. Guillaume Käser, remplaçant M^{me} Fabienne Fischer, conseillère municipale démissionnaire.

M. Guillaume Käser est assermenté. (Applaudissements.)

La présidente. Nous reprenons maintenant le débat qui a été interrompu à 19 h sur les motions d’ordonnancement demandant d’inscrire à l’ordre du jour et de traiter en urgence les résolutions R-156, R-157, R-158, R-159 et la motion M-1022 relatives à Merck Serono.

M. Daniel Sormanni (MCG). Le groupe du Mouvement citoyens genevois acceptera l’urgence de ces objets. Il paraît évident de discuter de ces différentes résolutions et motion aujourd’hui ou demain, compte tenu de la problématique en cause. Nous aurons ainsi l’occasion de prendre position sur ces différentes propositions. D’une manière générale, on doit se préoccuper de la fermeture d’une entreprise, ici Merck Serono, et de la disparition de 1250 emplois. Il convient de

voir ce qu'il est possible de faire au niveau de la Ville de Genève. Nous n'avons pas beaucoup de moyens d'action, mais nous devons en tout cas inciter le gouvernement cantonal et le Conseil administratif à tout mettre en œuvre pour essayer de limiter les dégâts. L'urgence est absolument évidente, raison pour laquelle nous la voterons.

M. Claude Jeanneret (MCG). Effectivement, cette décision de Merck Serono est dramatique, car c'est 1250 collaborateurs d'un coup qui perdent leur emploi. Même s'ils ne sont pas tous résidents à Genève, c'est dramatique. Je crois que cela mérite que l'ensemble des élus réfléchissent pour savoir ce qui a attiré Merck Serono à Genève et ce qui l'a décidée à partir. Si on ne fait pas une analyse sérieuse, d'autres drames de ce type pourront se reproduire. C'est ce qu'il faut éviter. Il faut comprendre le pourquoi et le comment, savoir ce qui a motivé la décision de cette grande entreprise. C'est important et il serait peut-être nécessaire de penser à créer une commission de réflexion à ce sujet...

La présidente. Je vous prie d'intervenir sur l'urgence, Monsieur Jeanneret.

M. Claude Jeanneret. C'est précisément l'urgence, Madame la présidente: il est urgent de réfléchir afin que d'autres entreprises ne quittent pas Genève. Si cela, ce n'est pas une urgence, je ne sais pas ce qui est urgent!

M. Mathias Buschbeck (Ve). Je vais réexpliquer mon propos d'avant la pause, car il n'a pas été très bien compris. Nous avons maintenant un débat sur l'urgence de ces différents objets, qui se conclura par un vote, ensuite de quoi nous aurons le débat de fond, avec des votes séparés. Néanmoins, les objets qui nous sont proposés ce soir, s'ils ont tous Merck Serono comme point commun, concernent respectivement un droit de préemption, la crèche, les liens avec les sous-traitants, soit des objets qu'on peut considérer comme urgents et d'autres non. C'est dans ce sens-là que les Verts ont voté pour faire un seul débat, mais qui devrait se conclure par des votes séparés sur l'urgence. Comme d'autres groupes, nous avons voté pour faire un seul débat sur l'urgence de tous ces objets, mais nous ne souhaitons pas le ponctuer par un seul vote. Si j'ai bien compris ma collègue Vera Figurek, elle était d'accord de faire un seul débat, mais elle aurait souhaité que le débat se conclue par des votes séparés sur l'urgence de chaque objet. Cela me semble en effet beaucoup plus logique, puisqu'on peut être pour l'urgence s'agissant de la crèche qui risque de fermer, mais contre l'urgence s'agissant du droit de préemption. Pour cette raison, je vous demande, Madame

la présidente, de procéder à des votes séparés, ce qui sera dans l'intérêt de l'efficacité du Conseil municipal. En effet, si nous procédons à des votes séparés, nous n'aurons peut-être à traiter qu'un, deux ou trois objets, au lieu de nous retrouver avec cinq objets urgents, en n'étant pas sûrs de pouvoir tous les traiter avant demain soir.

Cela dit, je vais me prononcer sur l'urgence de ces différents textes. A priori, nous n'accepterons aucune urgence, pour des raisons différentes pour chacun des textes. A notre avis, la crèche est de la compétence du Conseil administratif; nous pensons qu'il aura le souci de la conserver et que nous n'avons pas besoin de le lui dire. A moins qu'à chaque fois on doive rappeler au Conseil administratif qu'il est urgent, par exemple, de ne pas supprimer des pistes cyclables ou de ne pas supprimer des logements...

Pour le droit de préemption, nous avons les mêmes doutes. Si la motion part d'une bonne intention, à savoir éviter la spéculation, elle va pourtant dans le sens de favoriser la spéculation. En effet, si la Ville annonce de prime abord qu'elle va préempter, le vendeur aura forcément tendance à faire monter le prix. La décision de préempter ou non doit se prendre en fonction du développement de la situation, du prix qui sera fixé entre le vendeur et les éventuels acheteurs. S'il doit y avoir préemption, elle ne pourra se décider qu'au moment où une transaction aura lieu.

Pour ces raisons, les Verts refuseront ces urgences.

La présidente. Monsieur le conseiller municipal, je vous ai bien entendu. Il n'en demeure pas moins qu'une majorité a accepté de procéder à un seul vote. Je vous propose donc d'utiliser les outils prévus dans notre règlement: si vous souhaitez revenir sur la décision, il vous faut déposer au bureau une motion d'ordre demandant qu'on vote ces urgences séparément. Cette motion d'ordre, comme prévu par le règlement, sera mise aux voix sans débat.

M^{me} Vera Figurek (EàG). Notre groupe, comme l'a rappelé M. Buschbeck, était favorable à un vote séparé pour l'urgence de chaque objet. Donc, si M. Buschbeck rédigeait une motion d'ordre dans ce sens, notre groupe la signerait également. Concernant notre position sur l'urgence de ces quatre textes, nous n'en avons retenu qu'un seul, celui qui a recueilli le plus grand nombre de signatures, provenant de tous les groupes du Conseil municipal. Nous avons souscrit à cette excellente résolution R-157, initiée par Nicole Valiquier Grecuccio et ses collègues socialistes, car c'est la seule qui soit d'actualité. Sans en venir au fond, je relèverai que cette résolution demande de soutenir les négociations qui ont

lieu actuellement. Les syndicats sont en train de faire leur travail auprès des pouvoirs publics et de la direction de l'entreprise. Ce n'est pas à nous, conseillères et conseillers municipaux de la Ville de Genève, de prendre la place des négociateurs et négociatrices, ou des travailleurs et travailleuses de Merck Serono, et nous ne pouvons pas présupposer ce qui va se passer à la fin des négociations.

Concernant les résolutions R-158 et R-159 de M. Alberto Velasco, que j'ai signées avec mon collègue Pierre Gauthier, nous étions très intéressés par les éventuelles démarches à entreprendre si les négociations syndicales n'aboutissaient pas. Mais en tous les cas – et il faut que ce soit inscrit au *Mémorial* – je ne souhaite pas traiter en urgence ces deux résolutions, qui ne sont précisément pas urgentes, puisqu'elles traitent de décisions hypothétiques qui seraient prises dans le futur. Comme l'indiquent les deux textes: «si malgré la mobilisation actuelle, la décision de Merck Serono de quitter Genève était confirmée», c'est là une hypothèse. Nous sommes tout à fait ouverts à discuter lorsque ce sera d'actualité, mais pour le moment cela ne l'est pas. Tout un chacun comprendra donc que ces résolutions ne sont pas urgentes.

Enfin, le dernier texte est la motion M-1022 de l'Entente et de l'Union démocratique du centre...

La présidente. Il vous reste dix secondes!

M^{me} Vera Figurek. Si nous pouvons souscrire aux premières invites, qui sont exactement les mêmes, mais moins bien formulées, que celles de la résolution R-157, nous ne pourrons en revanche pas voter ce texte, qui est un très mauvais mixage entre celui de M. Velasco et l'excellente résolution de la conseillère municipale Nicole Valiquer Grecuccio.

Mesdames et Messieurs, vous aurez donc compris que nous voterons l'urgence uniquement pour la résolution R-157, qui est, elle, réellement urgente.

La présidente. La parole est à M. Holenweg. Il reste au groupe socialiste trois minutes quinze...

M. Pascal Holenweg (S). Madame la présidente, je vais essayer de les consommer en totalité pour que personne du groupe socialiste ne puisse intervenir après moi... (*Exclamations.*) J'arrive aux mêmes conclusions que M. Buschbeck et que M^{me} Figurek: s'il y a effectivement urgence à débattre de la

décision de Merck Serono de fermer le site genevois, l'urgence n'est pas la même pour tous les textes... (*Les membres d'Ensemble à gauche discutent.*) Madame la présidente, considérez que je ne suis pas en train d'intervenir, et que l'intervention à laquelle vous assistez doit être prise sur le quota d'Ensemble à gauche... (*Exclamations.*)

La présidente. En fait, le temps de parole d'Ensemble à gauche est déjà épuisé!

M. Pascal Holenweg. Eh bien, ce n'est pas une raison pour être épuisant! Je continue donc sur le quota du groupe socialiste... S'il y a urgence à débattre de l'événement Merck Serono, il n'y a pas urgence, à mon sens, à en débattre en partant de l'hypothèse que nous n'arriverons pas à empêcher les licenciements et les délocalisations. En effet, certaines résolutions, parfaitement légitimes, partent de l'hypothèse que toutes les mobilisations auxquelles les deux autres résolutions appellent n'aboutiront à rien, qu'on n'arrivera pas à empêcher les délocalisations, les licenciements, la fermeture du site genevois. Or on ne peut pas avoir une attitude combative, mobilisatrice, appeler les autorités, le Conseil municipal, le Conseil administratif, les syndicats, la population à se mobiliser pour empêcher la fermeture de Serono et, dans les cinq minutes qui suivent, dire qu'on est implicitement convaincu que cette mobilisation ne servira à rien, qu'il faut se contenter de sauver la crèche et le bâtiment, révélant que ce qu'on a dit précédemment n'était qu'une posture rhétorique. On appelle à la mobilisation et on soutient les travailleurs parce qu'on ne peut pas faire autrement, mais on sait bien que ce soutien ne pèsera rien, que la multinationale a décidé de fermer et qu'on n'a plus qu'à se battre pour sauver la crèche et le bâtiment.

C'est la raison pour laquelle j'ai déposé une motion d'ordre demandant le renvoi direct en commission des résolutions R-158 et R-159 traitant du bâtiment et de la crèche. Ces deux textes partent du principe que les mobilisations et la solidarité avec les syndicats auxquelles on appelle ne serviront à rien, que l'entreprise va fermer, que les travailleurs seront licenciés et qu'on n'aura plus qu'à récupérer la crèche et le bâtiment. On ne peut pas tenir en même temps ce discours-là et un discours de mobilisation. Le discours de mobilisation est urgent; le discours portant sur la récupération des restes l'est beaucoup moins. Et surtout il est pervers parce qu'il affaiblit l'appel à la mobilisation et qu'il fait de nous des pantins rhétoriques tenant un discours auquel ils ne croient pas.

Mesdames et Messieurs, je vous appelle donc non seulement à voter séparément sur l'urgence des cinq textes, mais à ne l'accepter que pour la résolution interpartis R-157 et éventuellement pour la motion M-1022 de l'Entente et de

l'Union démocratique du centre, qui traite aussi de l'événement lui-même et ne part pas forcément du principe qu'on a déjà perdu tout ce pour quoi on se battait. (*Applaudissements.*)

M. Olivier Fiumelli (LR). Je m'en tiendrai à l'urgence. Il est effectivement bon que nous ayons un débat sur Merck Serono, même si cela ne devait mener à rien. Pour ce qui est du groupe libéral-radical, je peux vous assurer qu'il sera modeste dans le nombre de prises de parole, puisque nous avons d'autres sujets très importants à traiter ce soir. Nous accepterons donc de renvoyer tous ces textes en urgence, en regrettant que certains soient effectivement complètement démagogiques.

M. Eric Bertinat (UDC). Tout ce qui a été dit, conduisant à la réflexion selon laquelle il n'y a pas véritablement urgence quant à l'intervention possible, imaginable, éventuelle, de ce Conseil municipal, est certainement fort juste. Cependant, si je partage ce qui a été dit, ma conclusion n'en demeure pas moins qu'il faut voter l'urgence. L'annonce de la fermeture de Merck Serono est un véritable tremblement de terre pour Genève, non seulement pour les employés qui ont été licenciés, mais aussi pour le tissu économique qui gravite autour de cette entreprise. Il serait difficilement compréhensible que la collectivité publique municipale ne tienne pas compte de ce qui est arrivé, n'en discute pas, n'aborde pas ces problèmes... (*Brouhaha.*) Je me tais, car j'ai peur d'en déranger certains...

La présidente. Je vous remercie de votre sollicitude, Monsieur Bertinat! J'informe les membres d'Ensemble à gauche que M. Bertinat souhaiterait poursuivre son intervention... Puis-je vous suggérer d'aller discuter aux pas perdus ou à la salle Nicolas-Bogueret?

M. Eric Bertinat. Je disais donc qu'il est difficile de faire l'économie de ce débat, de ne pas cadrer avec l'actualité. Les pouvoirs législatifs tels que le Grand Conseil ont souvent beaucoup de peine à être en adéquation avec l'actualité. Le pouvoir municipal, lui, peut plus facilement bouleverser son ordre du jour. Je crois qu'il est bon d'en profiter, même si je partage l'avis de mon collègue Fiumelli quant au fait que nous discutons rapidement de ces propositions, avant de les renvoyer toutes en commission. Que les élus prennent la peine d'en parler serait aussi un bon signal à l'endroit des personnes qui se trouvent aujourd'hui dans la peine et qui ont quelques angoisses pour l'avenir. C'est pourquoi l'Union démocratique du centre votera l'urgence pour tous ces textes.

La présidente. Je confirme que nous avons reçu une motion d'ordre signée par M. Buschbeck et M^{me} Figurek. Je vous la lis et je vous recommande d'écouter attentivement, ce qui vous permettra de voter vraiment dans le sens que vous désirez! «Voter séparément l'urgence des différents textes traitant de Merck Serono.»

Mise aux voix, la motion d'ordre est acceptée par 34 oui contre 30 non.

La présidente. Nous allons donc voter ces urgences, autrement dit ces motions d'ordonnancement, séparément.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la résolution R-156 est refusée par 38 non contre 27 oui (5 abstentions).

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la résolution R-157 est acceptée à l'unanimité (65 oui).

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la résolution R-158 est refusée par 54 non contre 13 oui (1 abstention).

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la résolution R-159 est refusée par 44 non contre 19 oui (4 abstentions).

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la motion M-1022 est refusée par 40 non contre 26 oui (4 abstentions).

La présidente. Nous passons maintenant aux autres motions d'ordonnancement qui ont été déposées. La première concerne la mise à l'ordre du jour du nouveau projet de délibération PRD-39 de MM. Daniel Sormanni, Jean-Philippe Haas, Carlos Medeiros et Pascal Spuhler: «La Ville de Genève et les TPG s'engagent pour les demandeurs d'emploi résidant à Genève».

M. Daniel Sormanni (MCG). Mesdames et Messieurs, nous considérons qu'il y a urgence à traiter ce projet, premièrement parce que la problématique de l'emploi est importante. Deuxièmement, les Transports publics genevois (TPG) qui, avec leur merveilleux nouveau réseau, avaient annoncé des économies de postes, vont engager, au mois de mai, 98 nouveaux chauffeurs. Ces postes ont fait

l'objet d'annonces dans la presse et les TPG ont reçu 3000 candidatures. Parmi ces 3000 candidatures, 1000 provenaient d'habitants de la Ville de Genève. C'est dire qu'il y avait de quoi pourvoir la centaine de postes offerts. Or on apprend que les TPG ont pris la décision d'engager, sur ces 98 postes, 46 nouveaux frontaliers!

En l'occurrence, quelque chose ne joue pas sur cette planète, sur la planète Genève, sur la planète TPG. Nous avons une responsabilité à cet égard, puisque nous sommes en partie propriétaires des TPG et que nous avons un représentant au conseil d'administration, en la personne du conseiller administratif Rémy Pagani. Nous souhaitons que ce dernier porte la voix de la Ville de Genève, la voix des habitants qui cherchent des emplois, la voix indispensable dans cette problématique. Dès lors qu'il y a 1000 candidatures de gens qui habitent ici, dans notre ville, il n'est pas normal de prétendre qu'elles ne suffisent pas à pourvoir cette centaine de postes, qu'elles ne peuvent pas remplir cette mission. C'est juste à côté de la plaque, c'est incompréhensible!

La population de Genève attend que nous soyons à son écoute, elle attend que nous fassions ce qui est nécessaire, que nous intervenions pour donner des emplois aux gens qui habitent Genève. Je relève que ce ne sont pas là des emplois difficiles à pourvoir, d'autant plus que les TPG assurent la formation des chauffeurs. Les engagements vont se passer au mois de mai, c'est la raison pour laquelle nous souhaitons pouvoir en discuter durant cette session. Je vous remercie d'avance d'être attentifs à ce problème.

M. Olivier Fiumelli (LR). Pour nous, il n'y a pas d'urgence à traiter ce projet de délibération. Bien qu'il s'agisse du sujet favori du Mouvement citoyens genevois en séance plénière, dès qu'on arrive en commission, là où on peut poser les vraies questions et recevoir des informations circonstanciées, le Mouvement citoyens genevois est complètement absent! Ainsi, lorsque nous avons reçu, dernièrement, M^{me} Salerno en commission des finances et que nous avons eu l'occasion de parler des frontaliers engagés en Ville de Genève, M. Sormanni dormait ou je ne sais quoi, mais il n'a posé aucune question! Visiblement, ce n'est plus le sujet du Mouvement citoyens genevois en commission.

J'aimerais d'ailleurs préciser que des directives ont été émises récemment par le Conseil d'Etat à destination des institutions paraétatiques. Ce qui est indiqué dans ce projet de délibération n'est donc plus exact, la situation a changé, et il n'y a aucune urgence à traiter de ce sujet maintenant.

M. Sylvain Thévoz (S). Le Parti socialiste refusera évidemment cette motion d'ordonnancement et se demande d'où M. Sormanni tire ses chiffres, les

fameuses 3000 candidatures et les 1000 Genevois qui auraient postulé. D'ailleurs, cela mériterait des explications: qu'est-ce qu'un Genevois? Sans entrer plus dans le détail, nous refuserons l'urgence.

La présidente. La parole est à M. Sormanni, à qui il reste une minute trente...

M. Daniel Sormanni (MCG). Madame la présidente, j'ai été mis en cause par M. Fiumelli! D'abord, on ne parle pas de la Ville de Genève ici, mais des Transports publics genevois, qui procéderont à ces engagements au mois de mai. Je pense qu'il ne vous aura pas échappé que nous sommes au mois de mai, et c'est la raison pour laquelle il faut en discuter maintenant. Apparemment, vous avez peur d'en discuter, vous avez peur de la vérité des chiffres et de la réalité des choses!

Madame la présidente, vous direz au président de la commission des finances que, d'abord, nous avons tenté d'aborder cette problématique plusieurs fois ici, mais que le Conseil municipal a refusé à chaque fois d'entrer en matière et qu'il reporte toujours la discussion aux calendes grecques. Ensuite, vous direz à M. Fiumelli que je ne dors pas, car je ne dors pas en commission des finances; je suis même celui qui pose le plus de questions!

En l'occurrence, nous avons reçu des statistiques et le président m'a sollicité pour en redemander de nouvelles, ce que j'ai fait. Mais savoir combien il y a d'employés frontaliers en Ville de Genève est une chose, et mener une politique de l'emploi en est une autre. Ne serait-ce que par respect pour les habitants de notre ville, nous devons leur indiquer que nous leur donnons la priorité, nonobstant le nombre de frontaliers déjà engagés...

La présidente. Votre temps de parole est écoulé...

M. Daniel Sormanni. Enfin, ces chiffres ne sortent pas d'un chapeau: c'est la réalité. Je ne trouve pas normal et je suis persuadé qu'au fond de vous vous ne trouvez pas normal non plus que les TPG ne prennent pas en compte cette problématique, alors que l'Etat lui-même, pour le personnel du «Petit Etat»...

La présidente. Monsieur Sormanni, il vous faut vraiment conclure!

M. Daniel Sormanni. Je conclus: l'Etat lui-même a pris en compte cette réalité et accorde la priorité aux résidents de Genève. A partir du moment où un nombre suffisant de candidats résidant en Ville de Genève ou dans le canton postulent, il n'y a aucune raison qu'on aille chercher de nouveaux eurofrontaliers!

M. Jean-Charles Lathion (DC). Certes, on peut faire feu de tout bois! Tout à l'heure, nous avons eu Merck Serono, et le Mouvement citoyens genevois a d'ailleurs eu l'outrecuidance de jeter la motion démocrate-chrétienne aux orties! Puis, alors que nous allons devoir consacrer toute une soirée à une urgence qui recoupe plusieurs sujets, le Mouvement citoyens genevois vient avec ce projet de délibération, qui remet en cause la politique de l'entreprise TPG, du Conseil d'Etat... En l'occurrence, des priorités existent qui sont connues de tous et, à part la pub faite au Mouvement citoyens genevois, je ne vois pas à qui va profiter cette urgence. Ce ne sera en tout cas pas aux chômeurs genevois. Dans ces conditions, le Parti démocrate-chrétien refusera cette motion d'ordonnancement.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur le projet de délibération PRD-39 est refusée par 52 non contre 11 oui.

La présidente. La motion d'ordonnancement suivante demande d'inscrire à l'ordre du jour le nouveau projet de délibération PRD-40 de MM. Daniel Sormanni, Jean-Philippe Haas, Carlos Medeiros et Pascal Spuhler: «La Ville de Genève s'engage pour les demandeurs d'emploi résidant à Genève».

La parole est à M. Daniel Sormanni... (*Exclamations.*)

M. Daniel Sormanni (MCG). Merci, Madame la présidente. J'interviens pour faire plaisir à nos collègues conseillers municipaux! Ce projet de délibération concerne la même problématique, mais en Ville de Genève. Je crois que vous n'avez pas conscience du problème et je regrette les propos de M. Lathion tout à l'heure. Comme à l'école, il dit qu'il ne votera pas notre projet parce que nous n'avons pas voté sa motion. En fait, s'agissant de Merck Serono, nous avons accepté l'urgence principale, à savoir la résolution R-157 signée par tous les groupes. Le reste, la crèche, le bâtiment, votre motion relative aux propos tenus par le Conseil administratif peuvent être discutés après. L'urgence était bel et bien de s'occuper de la fermeture de l'entreprise et des emplois perdus et le Conseil municipal a accepté d'en discuter. Vous ne voterez pas notre projet, parce que nous n'avons pas voté le vôtre: je trouve cela petit et je le regrette, car oui il y a beaucoup de chômeurs à Genève, oui on ferait bien de s'en occuper. Quand une

régie publique ouvre des postes qui sont à la portée des gens qui habitent ici, à Genève, on doit faire en sorte que ces postes profitent aux résidents de Genève. Je pense que vous faites erreur en négligeant ce problème et en le renvoyant à d'autres moments.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Je ne veux pas entrer dans une querelle stérile mais, puisque M. Sormanni a eu l'outrecuidance de me citer et de me montrer du doigt, je dirai que le Mouvement citoyens genevois est libre de choisir ses priorités, ses sujets. Pour notre part, nous estimons qu'il y a urgence à traiter de la problématique Merck Serono, c'est une évidence, et c'est ce que nous préconisons de faire ce soir!

M^{me} Laurence Fehlmann Rielle (S). Le groupe socialiste refusera la motion d'ordonnancement portant sur ce projet de délibération, qui ressemble étrangement au précédent, sur un autre ton, puisqu'il s'agit plutôt des chômeurs. Je signale quand même qu'à notre ordre du jour figure déjà une motion M-990 qui est de la même veine populiste: «Politique d'engagement du personnel de la Ville de Genève». Nous aurons donc aussi le loisir de discuter de cette motion, Mesdames et Messieurs, si vous arrêtez de nous faire perdre du temps avec ces urgences. Ceux qui ont pris la peine de lire un excellent quotidien de la place auront vu qu'au niveau des fonctionnaires de l'Etat de Genève il n'y a que 3% de frontaliers. Alors, arrêtez avec cette paranoïa, avec cette notion de personnes strictement résidentes! Il n'y a aucune urgence à voter ce projet de délibération maintenant. Nous le renverrons en commission et M^{me} la magistrate Sandrine Salerno vous expliquera quelle est sa politique, tout à fait sensée, en matière d'engagement du personnel de la Ville de Genève.

M^{me} Mireille Luiset (MCG). Chers collègues, je constate qu'il y a toujours des emplois à deux vitesses, des chômeurs à deux vitesses. Nous avons la possibilité d'offrir des emplois aux résidents genevois en Ville et aux TPG, plutôt qu'à Merck Serono! Au lieu de tenter de sauver un bateau qui coule, dont on n'est pas sûr de pouvoir sauver ne serait-ce que la voile, je pense qu'on pourrait déjà assurer ces emplois, qui sont réellement à la portée des chômeurs genevois. Alors, vous ne le comprenez pas, vous vous permettez de parler de l'importance des priorités... Mais les chômeurs, eux, apprécieront notre démarche. Je vous remercie, et bonne soirée!

La présidente. Je rappelle que les orateurs s'adressent à la présidente.

M^{me} Sophie Courvoisier (LR). Le groupe libéral-radical ne soutiendra pas cette urgence. Nous ne voyons pas en quoi il y a urgence à traiter ce projet de délibération. Et en plus notre magistrat M. Longchamp a donné les instructions nécessaires, qui sont appliquées par la Ville. Donc, voilà, il n'y a pas matière à voter l'urgence. Merci et au revoir! (*Exclamations et rires.*)

La présidente. Pas encore! Nous passons au vote.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur le projet de délibération PRD-40 est refusée par 55 non contre 12 oui.

La présidente. Nous passons maintenant à une motion d'ordonnancement déposée par le Conseil administratif, qui demande de traiter en urgence le rapport PR-922 A inscrit à notre ordre du jour. Il s'agit d'un crédit d'étude complémentaire pour le Musée d'art et d'histoire.

Je passe la parole à M. le conseiller administratif Sami Kanaan, qui est, comme tout le monde, soumis à la règle des cinq minutes.

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Je ne pense pas que j'utiliserai les cinq minutes... Mesdames et Messieurs, la commission des travaux et des constructions a fait un travail très approfondi sur cet objet. Je vous avais dit, lors du débat d'entrée en matière, que le Musée d'art et d'histoire (MAH) était certainement l'un des enjeux majeurs de cette législature, vu l'importance du musée, vu l'urgence de sa rénovation, vu la nécessité de son extension et vu la complexité du dossier. Le MAH est censé être le fleuron des musées de notre cité et, aujourd'hui, il n'est pas digne de ce titre. Dans ce dossier, le paramètre temps, je vous l'ai dit en entrée en matière et en commission des travaux et des constructions, est un des paramètres fondamentaux, notamment parce que le bâtiment se dégrade très vite et que ce genre de processus n'est pas proportionnel, mais exponentiel. De plus, il y a aussi une urgence de temps pour pouvoir avancer et trouver une solution par rapport aux partenaires privés qui sont prêts à participer au projet à condition qu'il soit crédible et qu'il inclue non seulement la rénovation mais aussi une extension. Dès lors que la commission – et je remercie les commissaires aux travaux d'avoir consacré du temps à ce dossier – a pu se faire une idée... (*Brouhaha.*) Apparemment, c'est la coutume, ce soir, de devoir gérer en parallèle les caucus internes d'Ensemble à gauche...

Je disais donc que le paramètre temps est fondamental. Certes, on pourrait traiter ce rapport le mois prochain, mais je ne vous cache pas que chaque mois

compte, d'autant qu'il y a encore des débats sur la formulation exacte du crédit et que des amendements ont été déposés. Je vous saurais donc gré d'accepter de traiter durant cette session ce crédit d'étude complémentaire afin que, avec mon collègue Rémy Pagani, nous puissions nous mettre immédiatement au travail et chercher une solution, voire la solution presque magique qui puisse satisfaire aux ambitions de ce projet et éviter les oppositions majeures. Je vous remercie d'avance d'accepter cette motion d'ordonnancement.

M^{me} Salika Wenger (EàG). Il y a bientôt cinq ans et demi que je siège en commission des arts et de la culture et il y a cinq ans et demi que nous parlons de l'urgence de rénover le MAH! Aujourd'hui, nous sommes en train de parler d'un crédit complémentaire, ou supplémentaire, je ne sais plus comment l'appeler... En effet, nous avons déjà donné énormément d'argent au bureau qui s'occupe du projet et on nous propose de donner encore plus d'argent.

En l'occurrence, nous pensons effectivement qu'il y a urgence à trouver un plan B, et notre groupe a d'ailleurs présenté un possible plan B et un plan C. Il est urgent, ou en tout cas important d'envisager une autre possibilité que l'unique solution présentée, qui n'a même pas été soumise à concours et qui a simplement été décrétée. Nous n'avons pas l'habitude de travailler de cette manière. C'est pourquoi il nous semble important de décider, d'une part, s'il est opportun de donner cet argent et, d'autre part, pourquoi nous allons le donner. Là, je suis en train de soutenir, comme la corde soutient le pendu, ce crédit complémentaire de 7 millions. Car nous en sommes à 7 millions de crédit d'étude! Cela fait des années qu'en commission nous nous battons en disant que cela commence à faire beaucoup d'argent. Alors, cette fois-ci, nous voulons que d'autres possibilités soient prises en compte. L'urgence n'est pas de voter ce crédit d'étude complémentaire, mais d'envisager que, peut-être, la solution décrétée n'est pas la bonne. C'est pourquoi nous voterons la motion d'ordonnancement.

M. Adrien Genecand (LR). J'ai beaucoup apprécié la prestation de M^{me} Salika Wenger, qui d'ailleurs ne siège pas dans la commission qui a traité du dossier... En l'occurrence, il s'agit simplement de savoir si nous traitons ou non ce rapport PR-922 A durant cette session. Nous ne discutons pas encore du fond et il serait bon qu'on reprenne les bonnes habitudes et qu'on se prononce sur l'urgence. Pour notre part, nous voterons l'urgence.

M^{me} Danièle Magnin (MCG). Pour le Mouvement citoyens genevois, il est absolument évident que ce sujet doit être traité de toute urgence. Aussi, nous voterons la motion d'ordonnancement.

M. Eric Bertinat (UDC). Chers collègues, la semaine dernière, la commission des arts et de la culture a eu le plaisir de recevoir M. Beer, qui est venu nous présenter son projet de loi sur la culture. Il a évoqué les nombreux axes que doit recouvrir ce projet de loi et, parmi ceux-ci, il a relevé, de manière relativement délicate, le problème que nous connaissons ici dans ce parlement, s'agissant d'avancer sur des grands projets, entre autres sur des projets qui touchent à la culture. Sans le dire, il pensait certainement au Musée d'art et d'histoire. En l'occurrence, il y a vraiment urgence. Il est urgent que Genève fasse enfin quelque chose pour le Musée d'art et d'histoire et, même s'il est question aujourd'hui de voter un crédit d'étude, il faut absolument aller de l'avant. C'est la raison pour laquelle l'Union démocratique du centre acceptera la motion d'ordonnancement.

M^{me} Fabienne Aubry Conne (HP). Il y a effectivement urgence à débattre de ce sujet ce soir ou demain. Je pense que le Musée d'art et d'histoire mérite mieux que la traversée de la rade!

M. Alexandre Wisard (Ve). Pour les Verts, ce sera oui à l'urgence!

M^{me} Nicole Valiquier Grecuccio (S). Le groupe socialiste votera évidemment cette motion d'ordonnancement, convaincu qu'il est que le Musée d'art et d'histoire mérite un projet et une rénovation. Nous faisons tout à fait confiance au magistrat en place pour mener à bien ce projet qui nous tient à cœur.

M. Alain de Kalbermatten (DC). Le groupe démocrate-chrétien votera la motion d'ordonnancement. Comme l'a dit le magistrat, il est urgent d'agir et chacun comprendra donc que, tout à l'heure, il faudra voter la proposition PR-922 comme elle est, sans perdre du temps avec d'hypothétiques autres projets.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est acceptée sans opposition (68 oui et 3 abstentions).

La présidente. Nous passons à la motion d'ordonnancement déposée par M. Christian Zaugg en sa qualité de président de la commission des travaux et des constructions, qui demande le traitement lors de cette session du rapport PR-927 A, je cite, «afin d'être en phase avec la procédure judiciaire en cours».

M. Christian Zaugg, président de la commission des travaux et des constructions (EàG). Chers collègues, je parle ici en tant que président de la

commission. Notre commission a été heurtée par le congé brutal qui a été signifié par la Ville de Genève aux locataires de la villa Ambrosetti. Il est manifeste que ces locataires, défendus par M^e Karin Grobet, ont absolument besoin de pouvoir faire état – en première instance à la commission de conciliation en matière de baux et loyers, puis au Tribunal des baux et loyers – de la décision de la Ville de Genève qui, je l'espère, déclarera ce congé comme nul et non avenue.

M. Alain de Kalbermatten (DC). Nous soutiendrons bien entendu cette urgence. Le groupe démocrate-chrétien, pour dire la vérité, est aussi choqué de la façon dont les habitants de la villa Ambrosetti ont été traités par le Conseil administratif. Nous voterons donc cette motion d'ordonnancement.

M. Alberto Velasco (S). Tout d'abord, je tiens à dire que ce rapport PR-927 A – qui nous a été envoyé par mail et non dans l'enveloppe contenant les documents de séance – nous est parvenu après notre caucus. Par conséquent, notre groupe n'a pas pu prendre une position claire sur ce sujet. Ensuite, chers collègues, j'aimerais vraiment savoir où est l'urgence. On évoque les locataires, mais ceux-ci sont engagés dans une procédure qui va durer quatre ans! De plus, d'après ce que j'ai lu dans le rapport et entendu lors d'une séance à laquelle j'assistais, on leur a proposé plusieurs solutions de relogement. S'il y a urgence, c'est par exemple à l'immeuble Clarté: j'assistais l'autre jour à une séance du Tribunal des baux et loyers qui examinait l'expulsion d'un couple de 88 ans qui vit depuis vingt-huit ans dans son appartement. Là, vous ne demandez pas l'urgence pour empêcher leur expulsion!

En l'occurrence, pourquoi demande-t-on l'urgence? Parce qu'une avocate – proche sans doute d'un groupe de ce parlement (Ensemble à gauche) – désire absolument que le Conseil municipal vote cette proposition pour pouvoir en tirer argument auprès du Tribunal des baux et loyers. Mesdames et Messieurs, nous sommes élus ici pour défendre l'intérêt général. Pour ma part, je pensais que le projet qui nous avait été présenté était un projet d'intérêt général. On m'a reproché, en tant que membre de l'Asloca, de ne pas soutenir les locataires, mais je les ai soutenus. J'ai demandé au Conseil administratif qu'ils soient relogés et j'ai su qu'on leur avait proposé des logements à plusieurs reprises. J'ai vu ces logements: ils étaient inattaquables, si ce n'est qu'ils n'étaient pas situés sur la même rive!

Alors, dans cette demande d'urgence, il y a un grave problème: on est à la limite des intérêts que j'appellerai collatéraux. Enfin, je le répète, mon groupe n'a pas reçu ce rapport avant son caucus. Par conséquent, Mesdames et Messieurs, je pense que nous pouvons très bien attendre quinze jours pour traiter ce rapport, non pas deux mois mais quinze jours! Nous refuserons cette motion d'ordonnancement.

M. Pascal Spuhler (MCG). Le groupe du Mouvement citoyens genevois est totalement satisfait des travaux qui ont été menés tambour battant par la commission. Effectivement, pour les locataires qui sont en sursis, qui trépignent en attendant de savoir si, oui ou non, ils devront déménager, il est important que nous votions l'urgence et que nous soutenions ce projet.

M. Adrien Genecand (LR). Je constate que M. Velasco – vous transmettez, Madame la présidente – éminent membre du Grand Conseil, puis de la Constituante, membre également de l'Asloca et, maintenant, du Conseil municipal, découvre qu'une loi pour laquelle il s'est toujours battu, à savoir la LDTR, est problématique! Je pense qu'il est urgent d'en discuter et cela me fera très plaisir de lui donner quelques explications...

M. Christian Zaugg (EàG). Madame la présidente, vous transmettez également à M. Velasco que le désir de la commission des travaux et des constructions est précisément de mettre un terme à la procédure, point barre! C'est la raison pour laquelle nous estimons qu'il est urgent de voter ce rapport.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est acceptée par 46 oui contre 20 non (3 abstentions).

La présidente. La motion d'ordonnancement suivante émane du Mouvement citoyens genevois. Elle demande de traiter lors de cette session la motion M-1014 inscrite à notre ordre du jour et intitulée: «Ecoles primaires des Pâquis: trafic de drogue, spectacle permanent pour les enfants».

Personne ne demande la parole, je mets aux voix cette motion d'ordonnancement.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est refusée par 58 non contre 11 oui (3 abstentions).

La présidente. Nous passons maintenant à la motion d'ordonnancement déposée par le Mouvement citoyens genevois et portant sur la motion M-1019 inscrite à notre ordre du jour et intitulée: «Délinquants algériens multirécidivistes en prison: à leur gouvernement de payer». Le Mouvement citoyens genevois demande de traiter cette motion en urgence en écrivant: «La situation sécuritaire se dégrade de jour en jour à Genève.» La parole est à M. Denis Menoud.

M. Denis Menoud (MCG). Mesdames et Messieurs, il y a urgence pour la sécurité à Genève. Effectivement, selon les rapports de police, entre 300 et 400 délinquants multirécidivistes, pour la plupart originaires du Maghreb et, en particulier, d'Algérie, ne peuvent être expulsés parce qu'il n'y a pas d'accord de réadmission, notamment avec le gouvernement algérien.

Précisons tout de suite que le Mouvement citoyens genevois ne stigmatise en aucun cas la population maghrébine... (*Exclamations.*) Effectivement, nous nous rappelons que, durant la guerre de libération, la Suisse a accueilli la délégation du Front de libération nationale. Nous savons que le peuple algérien a beaucoup souffert de la colonisation atroce et criminelle de la France, mais ce n'est pas une raison pour tolérer les agissements inqualifiables du gouvernement algérien qui, de plus, nous insulte dans la presse... (*Protestations et huées.*)

Mesdames et Messieurs, il y a des criminels en liberté, la justice fait faillite, la justice libère des criminels, nos mémés sont égorgées chez elles, c'est inacceptable! (*Huées et chahut.*)

La présidente. Monsieur Menoud, je vous prie d'en rester à l'urgence et je demande à la salle de faire silence, sinon je suspends la séance!

M. Denis Menoud. Madame la présidente, nous proposons de traiter cette motion en urgence, parce que nous souhaitons que ces gens-là, ces criminels endurcis qu'on ne peut absolument pas réformer, qui sont cuits et recuits de haine, soient mis en prison. Pour cette raison, nous souhaitons que le Conseil administratif et le Conseil d'Etat mobilisent la Confédération. Nous avons des fortins vides dans nos belles montagnes: eh bien, que ces gens-là aillent respirer l'air là-bas... (*Protestations.*)

La présidente. Sur l'urgence, Monsieur Menoud, ou je vous arrête!

M. Denis Menoud. Mesdames et Messieurs, vos quolibets n'y changeront rien, parce que nous avons l'habitude de votre déni de la réalité. Pour vous, le crime n'existe pas, pour vous, la vie est belle. Eh bien, les Genevois ne pensent pas du tout comme vous, vous le verrez la prochaine fois... (*Protestations.*) Cela dit, il faut revenir à l'hypocrisie de nos autorités fédérales...

La présidente. Monsieur Menoud, pour la dernière fois, je vous demande de vous en tenir strictement à l'urgence.

M. Denis Menoud. Madame la présidente, je m'en tiens à l'urgence, je sais lire les règlements! Effectivement, il est tout à fait anormal – et là est aussi l'urgence – que nos banquiers acceptent l'argent des ripoux du gouvernement algérien, ne disent rien, font des salamalecs, alors qu'en même temps ce gouvernement refuse ses ressortissants. En plus de l'enfermement des criminels dans les fortins de l'armée, nous souhaitons donc que la facture soit envoyée au gouvernement algérien, et si ce dernier ne veut pas payer... (*La présidente coupe le micro de M. Menoud.*)

La présidente. Monsieur Menoud, je vous ai demandé à plusieurs reprises de vous cantonner à l'urgence: je ne vous donne plus la parole! Cette séance est suspendue et je demande aux chefs de groupe et au bureau de se réunir à la salle Nicolas-Bogueret. (*Applaudissements.*)

M. Denis Menoud. Votre position est honteuse!

(*La séance est suspendue de 21 h 40 à 22 h 25.*)

La présidente. Mesdames et Messieurs, la séance reprend. Compte tenu de l'incident qui vient d'avoir lieu, le bureau souhaite lire la transcription des dernières minutes de débat avant la suspension de séance et prendra une décision demain sur les suites éventuelles. Pour la minute, je donne la parole à M. Pascal Spuhler qui va retirer la motion d'ordonnancement.

M. Pascal Spuhler (MCG). Le groupe du Mouvement citoyens genevois, afin de calmer les esprits, retire en effet la motion d'ordonnancement portant sur la motion M-1019.

La présidente. Je vous remercie, Monsieur Spuhler. Nous allons donc commencer à traiter les objets dont l'urgence a été acceptée. Nous prenons d'abord le rapport PR-922 A.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

- 4. Rapport de la commission des travaux et des constructions chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 14 septembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit d'études de 2 425 000 francs, porté à 2 925 000 francs, complémentaire à la délibération du 26 février 2007 (PR-482), destiné à la poursuite des études de l'extension et du réaménagement du Musée d'art et d'histoire, situé rue Charles-Galland 2, sur la parcelle 4360, feuille 13 du cadastre de la commune de Genève, section Cité (PR-922 A)¹.**

Rapport de M. Alexandre Wisard.

Cette proposition a été renvoyée par le Conseil municipal à la commission des travaux et des constructions lors de la séance plénière du 12 octobre 2011. Sous la présidence de M. Christian Zaugg, elle a été examinée lors des séances des 16 et 30 novembre, 7 décembre 2011, ainsi que des 25 janvier, 8 et 29 février 2012.

M^{me} Danaé Frangoulis et M. Jorge Gajardo Muñoz ont assuré la prise de notes de grande qualité, qu'ils en soient vivement remerciés.

Rappel de la proposition

Un premier crédit d'étude de 3 600 000 francs a été voté le 26 février 2007, destiné à prendre en charge les études de l'extension et du réaménagement du Musée d'art et d'histoire.

Il a permis de poursuivre les études de l'avant-projet établi en 2001 par les architectes associés Jean Nouvel, Jucker MRH et Diserens Von Kaenel, projet estimé à ce moment-là à 80 millions de francs.

Il est à noter que ce crédit était subordonné par le Conseil municipal à l'obtention d'un financement privé de 40 millions à réunir par la Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire.

En octobre 2008, l'avant-projet a été soumis pour consultation à la Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS) qui l'a préavisé favorablement, sous réserve notamment qu'il soit réversible et que soient prises en compte les normes environnementales relatives aux aspects techniques et énergétiques.

Enfin, la CMNS recommandait que soient étudiés le principe d'une structure autonome pour l'agrandissement dans la cour du musée, permettant de préserver le bâtiment ancien, ainsi que la réorganisation des locaux du musée sur la base d'un programme muséographique renouvelé.

¹ Proposition, 1942. Motion d'ordonnancement, 5862.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

En mars 2010, c'est le financement privé qui trouvait une concrétisation sous forme de l'adoption par le Conseil administratif d'une convention avec la Fondation Gandur pour l'art, laquelle s'engageait à une participation de 20 millions de francs, voire 40 millions si les démarches en cours avec l'autre Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire n'aboutissaient pas.

Les mandataires ont donc repris leur travail à ce moment-là, après trois années de suspension du dossier imposées par le Conseil administratif.

Séance du 16 novembre 2011

Audition des magistrats MM. Rémy Pagani et Sami Kanaan, accompagnés de leurs collaborateurs: M^{me} Isabelle Charollais, codirectrice du département des constructions et de l'aménagement, M. José Borella, adjoint de direction au Service d'architecture, et M. Michel Demierre, assistant de sécurité au Service d'architecture, ainsi que M^{me} Martine Koelliker, directrice adjointe du département de la culture et du sport

Assistent également M. Jean-Yves Marin, directeur du Musée d'art et d'histoire (MAH), et MM. Emmanuel Blamont et Damien Renchon, architectes collaborateurs du bureau Jean Nouvel

Présentation politique du dossier

M. Pagani informe la commission que le crédit d'étude initial de 3,6 millions voté en mars 2007 est aujourd'hui consommé. Le magistrat explique que cette situation doit être attribuée aux changements de programme en cours de route, notamment aux suites du cambriolage du Musée de l'horlogerie. M. Pagani est persuadé qu'il faut donner une nouvelle vie au Musée d'art et d'histoire (MAH), un beau musée qui est un élément important pour Genève.

En introduction, M. Kanaan met en avant la place centrale qu'occupe le MAH parmi les cinq musées de la Ville de Genève, avec les Conservatoire et Jardin botaniques, le Musée Ariana, le Musée d'ethnographie et le Muséum d'histoire naturelle. La valorisation de ces institutions, complétées par les musées privés, milite pour la mise en place d'un chemin des musées à travers Genève qu'il appelle de ses vœux.

Pour M. Kanaan, le bâtiment du MAH est aujourd'hui à bout, et il s'étonne que, après cent ans d'existence, il n'ait jamais été entretenu. Ce constat négatif vaut également pour la muséographie, et notamment celle de la salle des armures qui n'est plus du tout adaptée.

Le projet MAH doit être audacieux et doit poursuivre deux objectifs centraux: rénover le bâtiment et réaménager le musée en termes d'accès, de circulations, de capacité d'accueil, de médiation, de pédagogie et, enfin, de sécurité. Cela doit se

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

conduire avec la nécessité d'augmenter les surfaces totales d'exposition, même si la vocation primaire n'est pas de tout montrer.

Le magistrat développe sa vision du dossier en reprenant trois paramètres.

La muséographie: Le MAH est le plus petit musée encyclopédique européen. Sur une petite surface comparée à celle du Musée du Louvre, il permet de présenter une diversité d'objets remarquable. Pour mettre en valeur cette diversité, M. Kanaan retient le principe d'un bâtiment unique et cohérent, sans annexe.

Le coût des travaux: Une simple rénovation coûterait, selon M. Kanaan, plus cher que la rénovation/extension aujourd'hui prévue, car il n'y aurait pas le financement privé tel que prévu.

Les délais de réalisation: Les partenaires privés ne posent pas de conditions de temps, mais ils ne vont pas attendre *ad aeternam*. A la base, M. Kanaan rappelle que l'on parlait sur un délai de huit ans pour ouvrir le chantier. Le magistrat ajoute que M. Gandur avait émis l'idée de montrer ses collections par le biais du MAH, mais qu'il n'attendra pas éternellement puisqu'il n'a pas de lien direct avec le projet de rénovation/extension du MAH.

Si le principe d'une extension par une annexe devait être retenu, M. Kanaan indique que des lieux comme Saint-Antoine, la Haute Ecole d'art et de design ou Praille-Acacias-Vernets pourraient être étudiés.

Le magistrat chargé de la culture et du sport conclut son exposé en affirmant que le projet Nouvel est très concret et bien plus abouti que d'autres options d'annexes. Si le crédit d'étude complémentaire devait être refusé, cela reviendrait à jeter par la fenêtre les 3,6 millions déjà octroyés.

Présentation technique du dossier

Conçu dans l'esprit «Beaux-Arts», quoique assez moderne dans sa structure qui fait par exemple appel au béton et au métal, le bâtiment du MAH est très bien façonné, selon M. Renchon, architecte au bureau Nouvel.

L'édifice rencontre des problèmes techniques liés à son manque général d'entretien ainsi qu'à des infiltrations d'eau. Enfin, les nombreux petits apports faits au cours du temps, afin d'aider les circulations dans le musée, ou de créer de nouveaux accès, ou encore l'obstruction de fenêtres, ont entraîné une perte de cohérence et de l'esprit «Beaux-Arts», ce qui constitue pour M. Renchon une dénaturation du bâtiment.

Si la cour est un élément important du MAH, elle n'en est pas l'étage noble puisque qu'elle se situe au sous-sol, alors que l'entrée principale monumentale est au rez-de-chaussée du côté de la rue Charles-Galland. Les normes de muséo-

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

graphie ayant évolué, les fenêtres ont été obscurcies, et la cour a perdu sa fonction initiale de puits de lumière.

M. Renchon indique que le projet Nouvel se propose de remédier à ces aspects problématiques tout en s'inspirant des dessins de Camoletti.

Un pavillon sera inséré sur la promenade de l'Observatoire afin de faire le lien entre le parvis, l'entrée du musée et le parc.

La cour des Casemates est réaménagée en nouvel accès au musée, accès noble et facilité pour les personnes de diverses mobilités. Cette réorganisation avec accès direct résout tout problème de sécurité.

La cour intérieure est excavée et remplie dans sa totalité par des plateaux d'acier qui viennent s'ancrer dans les façades sans les abîmer, à l'aide de tubes métalliques de 16 cm de diamètre. Selon l'architecte, ce dispositif peut être démonté et il ne modifie pas la structure du bâtiment, tout en ne nécessitant pas de travaux directement sur le monument. Cette intervention dans la cour permet de combler le déficit en surface d'exposition.

Au sommet de ces nouveaux plateaux, il est prévu de placer une lame de verre au-dessus des toitures du musée, en porte-à-faux, formant un belvédère. Cet espace émergeant sera occupé par un nouveau restaurant ainsi que par un nouvel espace d'exposition et de médiation.

L'ensemble du bâtiment sera nettoyé et remis à neuf, les vitraux seront refaits et rénovés en style XIX^e siècle, avec la mise en place de filtres UV, comme la façade.

Les escaliers monumentaux seront également remis au goût du XIX^e siècle, tout en respectant les nouvelles normes incendie du XXI^e, ce qui conduit les architectes à leur adjoindre deux cages d'escalier permettant de faciliter l'évacuation du musée.

Les déplacements dans le bâtiment seront facilités par la construction d'un énorme ascenseur plate-forme panoramique complété par deux ascenseurs de part et d'autre, installés dans la cour.

Présentation muséographique du dossier

Pour M. Marin, les collections du MAH sont fabuleuses et font partie des grandes collections européennes. Cependant, le bâtiment est un vrai labyrinthe avec son entrée et ses deux niveaux supérieurs et inférieurs, le visiteur peinant à se diriger vers les œuvres les plus intéressantes.

La diversité de ses collections donne au MAH un caractère encyclopédique, couvrant la période allant de la préhistoire jusqu'à celle de l'art contemporain.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

Reprenant le détail des diverses collections présentes, M. Marin rend hommage à la peinture suisse, fort bien représentée puisque le MAH est le plus grand musée du paysage suisse. Ensuite, la collection de l'horlogerie intéresse tout particulièrement le monde horloger à Genève, très actif.

Les instruments de musique, avec leur collection de 800 pièces, sont également à mettre en évidence sur le plan suisse.

Le directeur du MAH ajoute que, en 2002, le musée a reçu une collection d'art byzantin très importante, qui mériterait d'être conservée et présentée dans de meilleures conditions.

Par ailleurs, le MAH dispose de deux grandes accroches, dont l'Egypte, qui mérite de voir sa chronologie rétablie afin que chacun puisse la comprendre.

Pour M. Marin, il existe trois publics qui se rendent au MAH: le public de proximité, soit les Genevois, le public scolaire et, enfin, le public touristique. Pour le directeur du MAH, il est nécessaire de mêler ces trois publics, par exemple en proposant des visites rapides consacrées à des œuvres bien précises (par exemple Hodler).

Cela nécessiterait une technologie de l'information hyperperformante.

Pour terminer, M. Marin affirme que, à son sens, le projet Nouvel correspond aux besoins du MAH et permet d'en conserver l'identité.

M^{me} Charollais, codirectrice du département des constructions et de l'aménagement, termine la présentation en relevant le fait que l'avant-projet discuté va bientôt partir en autorisation de construire, alors que les études ne sont pas terminées.

Bien que le crédit d'étude adopté en 2007 ait été calculé sur la base d'une réalisation à 80 millions de francs qui comprenait toutes les études jusqu'au dépôt de la requête, celui-ci est aujourd'hui épuisé.

Comme l'estimatif du coût de réalisation est passé de 80 à 127 millions entre 2007 et 2011, et que les honoraires d'architectes sont calculés en fonction du coût des travaux, comme c'est l'usage dans le métier, les honoraires nécessaires sont d'un montant supérieur à celui initialement prévu.

M^{me} Charollais insiste sur le fait que ce n'est pas le même projet dont le coût a pris l'ascenseur, mais que ce sont bien les ajouts dans le programme qui sont responsables de ces surcoûts.

Questions des commissaires

Aux très nombreuses questions de la commission, on retiendra que:

- le budget de fonctionnement du futur MAH devrait augmenter, suite à l'engagement d'un conservateur pour les armures et d'un autre pour la collection

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

des anciens instruments de musique, et ainsi de suite pour que chaque collection soit à jour. Une plus grande professionnalisation est attendue des collaborateurs, et il n'est pas exclu que le nombre de surveillants diminue, malgré l'augmentation des surfaces d'expositions;

- la location de nouvelles salles de conférences ou de concerts et le futur restaurant apporteront une certaine rentabilité;
- l'augmentation globale du budget de fonctionnement du futur MAH n'est toutefois pas chiffrée par le Conseil administratif;
- il n'y aura pas d'autre demande de crédit d'étude complémentaire;
- la fréquentation devrait s'améliorer avec la modernisation du bâtiment, le renouvellement et l'engagement de nouveaux conservateurs, le développement de visites guidées et la mise en place de nouvelles technologies;
- la gestion énergétique du futur bâtiment s'appuie sur ses qualités, soit sa masse, sa ventilation naturelle et son inertie thermique importante. Des panneaux solaires seront placés sur le toit ainsi que des sondes géothermiques sous la cour. Il est même prévu de procéder au raccordement du MAH au projet Genève-Lac-Nations;
- un niveau en sous-sol sera créé dans la cour;
- il n'existe pas aujourd'hui de maquette du projet, vu l'épuisement du premier crédit d'étude. Cette lacune sera comblée si le présent crédit complémentaire est accepté;
- la collection Gandur comporte environ 800 objets centrés sur Alexandrie et plus spécifiquement l'art funéraire. Les pièces exceptionnelles ne se recoupent pas avec celles propriété du MAH, ce qui constitue un grand atout du mariage des deux collections. C'est la partie centrale du bâtiment qui devrait présenter l'Égypte, M. Gandur mettant à disposition entre 250 et 500 petits objets;
- la collection de peintures de M. Gandur comporte 330 tableaux, centrés sur la période 1948-1962. Il s'agit de la deuxième collection du monde consacrée au XX^e siècle, après celle du Centre Beaubourg. La Fondation Gandur est disposée à présenter 30 à 40 œuvres, parmi lesquelles de grandes toiles, ce qui permettrait de couvrir une période pour laquelle le MAH n'est pas bien doté;
- aucune étude spécifique de la rénovation du bâtiment n'a été réalisée;
- le crédit de réalisation de 127 millions pourrait être soumis en votation populaire en 2013, ce qui laisse au Conseil administratif un peu plus d'une année pour convaincre les Genevois de l'opportunité de réaliser le projet Nouvel;
- les surfaces d'exposition ajoutées sont de 4321 m² (2876 m² avec les plateaux ancrés dans la cour et 1445 m² avec les espaces gagnés dans le bâtiment existant). La surface totale d'exposition après travaux sera de 11 387 m²;
- les études techniques de détails relatives à l'ancrage des plateaux dans les murs de la cour n'ont pas été réalisées, faute de moyens financiers;

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

- dans le contrat signé par le bureau Nouvel et la Ville de Genève, un dépassement maximal de 10% du montant estimé des travaux a été inscrit;
- le crédit de réalisation pourrait être déposé six mois après l'adoption de ce crédit d'étude complémentaire;
- des contacts ont lieu entre la Ville et le Canton pour la gestion future du MAH, mais sans résultats très concrets.

La commission des travaux et des constructions décide de procéder à l'audition de Patrimoine suisse Genève et d'Action patrimoine vivant, qui en ont fait la demande.

Elle accepte également d'entendre l'Association des amis du MAH, ainsi que des représentants de l'Office du patrimoine et des sites (DCTI).

Séance du 30 novembre 2011

Audition de Patrimoine suisse Genève: M. Robert Cramer, président, ainsi que M^{me} Cécilia Maurice et M. Bernard Zumthor, membres du comité

Patrimoine suisse section Genève a été créé en 1907 sous le nom de «Société d'art public», indique M. Robert Cramer, son nouveau président. Cette association a pour vocation de protéger et de faire connaître le patrimoine local, et on lui doit de nombreux classements, à l'image de celui de la tour de l'Ile.

M. Bernard Zumthor, ancien directeur de l'Office du patrimoine et des sites (Département des constructions et des technologies de l'information – DCTI) et membre du comité de Patrimoine suisse Genève développe la position du comité en évitant soigneusement de tomber dans le «j'aime/j'aime pas» avec le projet Nouvel, à qui il convient également d'éviter de faire le procès.

M. Zumthor propose d'articuler son propos autour de trois éléments objectifs qui mettent en avant la qualité du bâtiment et donc la nécessité de la préserver.

Le bâtiment du MAH possède un caractère historique indéniable. Vieux d'un siècle, il fait partie d'un ensemble d'édifices publics construits aux abords des boulevards constitutifs du ring genevois.

Sa qualité architecturale doit également être relevée, vu l'importance de l'architecte qui l'a conçu, le Genevois Marc Camoletti à qui l'on doit également la poste du Mont-Blanc, le 5-7, rue de la Corraterie, les immeubles du quai Wilson ou encore l'école des Croquettes.

Le MAH est une œuvre marquante pour la Genève de son époque, témoignage d'une typologie typique née avec l'institution des musées en tant que services publics.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

Cette typologie caractéristique de son époque s'inscrit dans les modèles muséaux définis par le Français Jean Nicolas Louis Durand pour les musées, les écoles ou encore les palais de justice. En effet, on crée un peu partout en Europe au XIX^e siècle des bâtiments publics, et notamment des musées qui permettent de sortir les œuvres des palais, cabinets de curiosité et autres galeries dans lesquels elles étaient confinées.

La cour n'est pas vide, ajoute M. Zumthor, elle participe au fonctionnement du bâtiment en apportant lumière et air, ainsi qu'à son identité.

A Genève, ces trois qualités du bâtiment du MAH mises en avant par Patrimoine suisse Genève ne sont pas contestées, encore moins par les auteurs du projet de rénovation/extension.

M. Zumthor fait donc part de son incompréhension lorsqu'il est confronté audit projet, qui défigure et dénature le bâtiment!

Patrimoine suisse Genève considère qu'il ne faut pas oblitérer la cour du musée, qui est l'élément structurant de l'édifice, car cela lui ôterait son identité et le rendrait incompréhensible.

De plus, le projet Nouvel contrevient au principe de réversibilité sur le bâtiment en cas de transformation, un principe cardinal qui prescrit que toute intervention ultérieure peut être défaite. En effet, les architectes proposent d'accrocher des plateaux d'acier dans les maçonneries anciennes de la cour, avec des micro-pieux de 16 cm de diamètre, ce qui représente une intervention irréversible, et imparfaitement étudiée sur le plan technique, termine M. Zumthor.

M^{me} Maurice, architecte et historienne de l'art, également membre du comité et responsable du journal *Alerte*, fait observer que Patrimoine suisse Genève suit le dossier depuis de nombreuses années et qu'il a régulièrement informé ses membres de l'état du dossier.

L'association a été frappée par les différences importantes entre le contenu de l'appel d'offres initial et le cahier des charges final. Initialement, il était indiqué qu'il fallait profiter au maximum des surfaces libérées par une partie des services du MAH déplacés aux Casemates, imaginer une extension vers les Casemates en créant un lien avec le bâtiment principal. Il était aussi préconisé d'imaginer une optimisation de l'utilisation de la cour à l'aide d'une verrière.

Aujourd'hui, Patrimoine suisse Genève est également frappé par le fait que le projet primé déroge à la loi, car la surélévation est interdite dans cette partie de la ville de Genève, et le remplissage de la cour se fait avec violence, sans aucun respect de réversibilité, alors que c'était l'un des éléments importants figurant dans le préavis de la CMNS.

M^{me} Maurice termine son exposé en disant avoir été frappée par le fait que d'autres possibilités n'ont pas été explorées, par exemple l'extension du MAH

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

vers la promenade de l'Observatoire. Cette extension présenterait l'avantage non négligeable de ne pas devoir fermer le musée actuel et d'en permettre la restauration interne. Le volume disponible sous l'esplanade est pratiquement équivalent à celui du musée actuel.

Il convient à M. Cramer de terminer la présentation de la position de Patrimoine suisse Genève, qui conclut en affirmant sa certitude que le projet Nouvel ne se réalisera pas.

Les coûts ne sont pas maîtrisés et le projet est illégal, car il implique une surélévation sur un bâtiment considéré comme monument historique au niveau suisse.

Si la Ville de Genève devait persister dans son projet, dont les coûts ont déjà doublé, des procédures seraient lancées par Patrimoine suisse Genève, qui est certain d'obtenir gain de cause.

Plutôt que perdre des années en procédures interminables, M. Cramer propose de réorienter le projet en tenant compte d'éléments nouveaux, comme l'utilisation du sous-sol de l'esplanade de l'Observatoire, de la cour du MAH, ou encore en étudiant l'usage qui pourrait être fait des Casemates.

Patrimoine suisse Genève est tout aussi favorable à la pose d'une verrière au-dessus de la cour du MAH et de celle des Casemates.

Par contre, M. Cramer rappelle avec force que Patrimoine suisse Genève s'opposera par tous les moyens juridiques et politiques à un projet qui dénature le patrimoine. Au lieu de s'obstiner dans un projet irréalisable, il propose de travailler ensemble à la rénovation du bâtiment et à la recherche de nouvelles surfaces pour le musée.

Questions des commissaires

Les questions de la commission amènent les réponses suivantes de la part de Patrimoine suisse Genève:

- contrairement à ce qu'affirment les mandataires, le projet Nouvel ne respecte pas la Charte de Venise qui, notamment dans son article 13, préconise la réversibilité des interventions. D'autres éléments de la charte semblent également ne pas être garantis, comme le respect du génie des lieux;
- si des tirants existent déjà dans les murs de la cour, ils supportent les charges du bâtiment mais ne sont pas prévus pour supporter davantage, comme les plateaux d'acier;
- contrairement à ce qu'affirment les mandataires, l'architecte Marc Camoletti a bien achevé son bâtiment, et la réalisation des plateaux dénaturerait l'ouvrage;

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

- les exemples de restaurations réussies, et qui respectent le patrimoine, ne manquent pas en Europe, comme le Prado à Madrid ou encore le musée historique de Berlin;
- Patrimoine suisse Genève a pris contact avec la Ville de Genève, et notamment le magistrat chargé des constructions, M. Rémy Pagani, afin de l'informer de sa disposition à soutenir la rénovation du MAH et à participer aux recherches de nouvelles surfaces d'exposition. M. Pagani a indiqué qu'il était lié par une décision du Conseil municipal, mais qu'il devrait le consulter à nouveau pour le crédit d'étude complémentaire;
- le bâtiment des Casemates, occupé aujourd'hui par la Haute Ecole d'art et de design, ne correspond plus aux besoins des pratiques artistiques contemporaines. Patrimoine suisse Genève estime possible de récupérer les 8000 m² de ce bâtiment au profit du MAH;
- le risque de fiasco du projet Nouvel, et d'accueil de la collection Gandur, devra être assumé par ceux qui s'obstinent à défendre un projet semé de tant d'embûches.

Séance du 7 décembre 2011

Audition de M. Jean-Pierre Cottier, ingénieur

C'est à sa propre demande d'audition que la commission entend M. Cottier, qui précise qu'il n'est pas l'auteur d'un contre-projet au projet Nouvel. Son souhait consiste simplement à proposer à la commission des travaux et des constructions des pistes pour relancer le projet.

M. Cottier est aujourd'hui retraité. Il a longtemps travaillé en tant qu'architecte-urbaniste à l'Etat de Genève. Il ne représente aucun intérêt ni parti.

M. Cottier explique que le projet de l'agrandissement du MAH est parcouru de malentendus qui se sont cristallisés au fil du temps. En premier lieu, le règlement de l'appel d'offres précisait que les participants devaient partir du cahier des charges muséographique présenté par la direction du MAH et se conformer à la législation cantonale et fédérale.

A Genève, des dispositions légales particulières couvrent la zone des anciennes fortifications et empêchent tout dépassement du gabarit de hauteur des bâtiments existants (art. 87 LCD). Ces dispositions n'ont pas été respectées par le jury chargé de désigner les mandataires. Toutefois, une dérogation peut être accordée pour raison d'esthétique.

De l'avis de M. Cottier, ce projet Nouvel aurait dû être mis hors concours, car la surélévation hors gabarit est hors la loi. Ou, au moins, les experts du jury auraient dû faire une remarque en vue de demander une dérogation ultérieurement. Par la suite, il a été présenté comme acquis que la dérogation allait être accordée.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

Ensuite, M. Cottier revient sur les lois en matière de patrimoine, notamment la loi cantonale sur la protection des monuments, de la nature et des sites (LPMNS) qui prévoit plusieurs articles relatifs à la mise à l'inventaire (art. 7) ou à la protection de monuments de l'architecture (art. 4).

Le MAH n'est ni à l'inventaire ni classé, ce qui témoigne que pour son propriétaire, la Ville de Genève, il ne serait pas digne de protection.

Reprenant son analyse du projet Nouvel, M. Cottier relève deux violations juridiques flagrantes, avec donc le restaurant panoramique hors gabarit, ainsi que le remplissage de la cour lié aux changements de programme (Musée de l'horlogerie, collection Gandur, instruments anciens de musique).

Entre 1998 et aujourd'hui, les conditions ont complètement changé. Deux niveaux supplémentaires de plateaux ont été ajoutés, un deuxième niveau de sous-sol sous la cour est excavé et, enfin, un niveau supérieur est rajouté pour répondre au nouveau programme.

Il reste que l'augmentation du programme général du musée aboutit à un bourrage de la cour, avec un véritable silo, selon M. Cottier.

Enfin, la personne auditionnée précise encore que pour réaliser les plateaux du projet Nouvel, qui doivent prendre appui sur les murs du bâtiment, il faudra vider totalement le musée de ses collections. Or les dépôts pressentis pour accueillir les objets du MAH doivent être construits sous l'ancien site d'Artamis, à la Jonction, dont la décontamination est en cours jusqu'à la fin de 2012. Or, à sa connaissance, le Conseil municipal n'a pas encore été saisi de la demande de crédit pour la réalisation.

Pour M. Cottier, une solution mieux adaptée et plus rapide consisterait à retenir les terrains municipaux situés devant le MAH, sous la butte de la promenade de l'Observatoire, dont la surface au sol est de 4400 m². A cette surface, M. Cottier estime qu'il serait possible de rajouter 2000 m² de mezzanine en profitant de la pente tracée par le boulevard Helvétique. La promenade a été remblayée après 1860, et elle ne contient pas d'éléments archéologiques.

M. Cottier suggère à la commission qu'elle demande au Conseil administratif de faire une comparaison entre le projet Nouvel et un projet dont le programme combinerait la restauration du bâtiment existant avec la construction d'une annexe sous la promenade de l'Observatoire, dont la couverture pourrait être traitée en jardin.

Aux questions de la commission, on retiendra pour l'essentiel que, selon M. Cottier:

- il n'y a pas eu de concours, mais un appel d'offres avec 35 réponses, dont la première sélection a permis de dégager cinq projets, puis le projet Nouvel. Le fait qu'il n'y ait pas eu de concours ne lui pose pas problème;

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

- en revanche, le fait que le projet déroge à la loi et au cahier des charges de l'appel d'offres est un gros problème.

Séance du 25 janvier 2012

Audition de la Société des amis du Musée d'art et d'histoire, représentée par sa présidente, M^{me} Catherine Fauchier-Magnan

M^{me} Fauchier-Magnan explique que la société qu'elle préside a été fondée en 1897 et qu'elle compte actuellement près de 1376 membres. Au cours de son existence, le MAH a reçu de la Société des amis du MAH de nombreux dons et œuvres, dont un Corot à l'occasion des 100 ans du MAH.

La Société des amis du MAH soutient donc naturellement le projet Nouvel, surtout son volet rénovation, vu l'état de délabrement de l'édifice, et elle trouve les deux futures entrées particulièrement intelligentes. Enfin, M^{me} Fauchier-Magnan fait part de sa tristesse devant le nombre de critiques que soulève le projet Nouvel.

Aux questions de la commission, on retiendra que:

- la Société des amis du MAH est consciente de l'urgence de rénover le bâtiment. La modification prévue dans la cour ne lui semble pas nuire au musée en tant que tel;
- le projet Nouvel, même s'il viole certaines dispositions légales, est un beau projet architectural. Il permet d'augmenter les surfaces d'exposition et d'accueillir de nouvelles collections. De plus, il offre des solutions de mobilité en proposant deux entrées et des ascenseurs plus pratiques qu'actuellement;
- il vaut mieux fermer le MAH le temps qu'il faut pour bien le rénover. Le Musée Rath pourrait éventuellement faire office de soupape pendant le chantier;
- la Société des amis du MAH soutiendra le projet Nouvel dans le cadre d'une campagne référendaire;
- les travaux de restauration seront considérables, car le bâtiment n'a pas été touché pendant un siècle. Cela vaut donc la peine de prendre du temps et des ressources pour remettre le tout au niveau d'autres institutions suisses ou étrangères. La Société des amis du MAH doute d'un projet alternatif plus rapide et plus simple.

Audition d'Action patrimoine vivant (APV), représentée par M^{me} Erica Deuber Ziegler et M. Christian Grobet, membres du comité

En préambule, M^{me} Deuber Ziegler signale que la position d'APV est identique à celle de Patrimoine suisse Genève, cette dernière association patrimoniale ayant déposé en 2008 une demande de classement pour le bâtiment du MAH.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

De son côté, APV a déposé en décembre 2011 une demande de classement pour l'ensemble de l'ilot compris entre les rues Charles-Galland et la promenade du Pin, ainsi que les boulevards Helvétique et Jaques-Dalcroze.

M^{me} Deuber Ziegler revient sur l'origine du projet, qu'elle a vécu de l'intérieur puisqu'elle était directrice au département des affaires culturelles lors du lancement du concours. Son homologue au département des constructions, M. Michel Ruffieux, avait clairement indiqué qu'il voulait inviter à Genève Jean Nouvel.

Pour le magistrat chargé de la culture, M. Alain Vaissade, le projet prioritaire était le nouveau musée d'ethnographie à la place Sturm, et le département des affaires culturelles n'entendait pas courir deux gros lièvres à la fois, même si le cahier des charges avait été élaboré par le directeur du MAH, M. César Menz, qui prescrivait d'excaver le sous-sol de la cour et de poser un couvert sur cette dernière.

La question de l'agrandissement était réglée par l'existence de divers bâtiments comme la Perle-du-Lac, le Musée de l'horlogerie. Le cambriolage du Musée de l'horlogerie a mis fin à cette logique d'éclatement des entités du MAH, et a mis en avant le besoin de les réunir et les recentrer, pour le bien et la sécurité des collections.

Pour M^{me} Deuber Ziegler, le projet Nouvel se signale par sa proposition de restaurant panoramique en surélévation, un geste architectural fort mais malheureusement illégal, car les surélévations sont proscrites dans la zone de protection des anciennes fortifications (art. 87 LCI), sauf si elles s'imposent pour des raisons esthétiques, ce qui ne se justifie pas dans le cas présent.

APV conteste également la construction d'un nouvel objet dans la cour, constitué de plateaux qui s'arriment dans le bâtiment existant, le dernier plateau devant précisément accueillir le restaurant panoramique. Pour APV, cette intervention dénature l'architecture d'origine de ce bâtiment historique et ne respecte pas sa typologie.

La muséographie, qualifiée de compacte et en manque de visibilité, ne trouve pas beaucoup plus grâce auprès d'APV, dans la mesure où les anciennes circulations voulues par Camoletti sont obscurcies et déstructurées. Pour M^{me} Deuber Ziegler, le projet Nouvel propose de réaliser un musée aveugle, comme on n'en fait plus, entre autres pour des raisons d'économies d'énergie.

Elle ajoute que l'espace prévu pour des expositions temporaires ne pourra pas recevoir des œuvres monumentales, qui sont pourtant courantes dans la période contemporaine.

Pour M^{me} Deuber Ziegler, le MAH a besoin d'être dirigé par une personne charismatique, qui connaisse bien le patrimoine genevois et qui désire lui donner une bonne visibilité. A son avis, ce n'est pas le cas avec le projet prévu pour le MAH.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

APV s'étonne également que le dossier soit déposé en autorisation de construire, alors que le Conseil municipal est saisi d'une demande de crédit complémentaire pour terminer les études du projet! Dans le dossier en autorisation qu'elle juge incomplet, rien n'est dit sur le programme de restauration de l'actuel bâtiment, déplore M^{me} Deuber Ziegler. Il manque un cahier des charges de sa conservation ainsi qu'une véritable proposition architecturale du programme muséographique et scénographique.

Le dossier déposé ne contient aucune étude d'ingénieurs pour mesurer l'impact de l'ancrage des plateaux sur les murs du bâtiment actuel. La Commission des monuments, de la nature et des sites a pourtant refusé les ancrages il y a trois ans et demandé que la construction nouvelle soit autoportée et réversible.

Enfin, APV ne conteste pas la nécessité pour le MAH de s'agrandir et de se moderniser. C'est pourquoi elle approuve en principe l'excavation, sous la cour, de deux niveaux inférieurs et la création d'un accès de service dans le passage Burlamachi.

En complément des propos de M^{me} Deuber Ziegler, M. Grobet précise que les ancrages des plateaux posent de tels problèmes techniques qu'ils pourraient faire exploser les coûts de construction de 20 à 30%.

Il ajoute que deux associations vouées à la défense du patrimoine sont en plein accord sur ce dossier. M. Grobet exprime des doutes sur l'exploitation et la fréquentation du restaurant panoramique, qui se révélera fort coûteux dès sa construction.

Il ajoute que l'éventualité d'étendre le MAH dans les bâtiments des Casemates occupés par la Haute Ecole d'art et de design, quoique difficilement réalisable, mériterait d'être étudiée.

En résumé, M. Grobet propose de mener une restauration respectueuse du bâtiment actuel et de commencer à travailler sur la possibilité d'extension sous la promenade de l'Observatoire.

Aux questions de la commission, on retiendra que:

- APV lancera le référendum sur le crédit de réalisation et non sur le crédit complémentaire;
- la demande de classement déposée en 2008 par Patrimoine suisse Genève a été instruite puis bloquée par la Commission des monuments, de la nature et des sites, autorité de préavis;
- APV ne pense pas qu'il faudrait huit ans pour développer le plan B sous la promenade de l'Observatoire. Dans cette attente, le bâtiment ne va pas s'effondrer, même s'il est passablement dégradé. En revanche, laisser filer le projet Nouvel, c'est sciemment accepter la «démolition» du bâtiment histo-

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

rique au motif qu'il faudrait le restaurer immédiatement pour ne pas rater la donation d'un généreux mécène.

Audition de l'Office du patrimoine et des sites (Département des constructions et des technologies de l'information – DCTI), représenté par M^{me} Sabine Nemec-Piguet, directrice

M^{me} Nemec-Piguet confirme à la commission qu'une requête en autorisation de construire a été déposée en décembre 2011, requête qui fait suite à une première consultation de la Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS) en 2008 déjà.

Dans son précédent préavis, la CMNS s'était déclarée favorable à la poursuite des études, tout en mettant certains points en évidence qui méritaient éclaircissement.

Le dossier soumis à autorisation a été présenté ce matin 25 janvier 2012 en séance plénière de la CMNS par les architectes mandatés ainsi que M. Marin, directeur du MAH. M^{me} Nemec-Piguet observe que certaines informations ne figurent toujours pas dans le dossier et qu'il est difficile de se prononcer, car il subsiste des points problématiques cruciaux, qui pourraient toutefois être résolus.

Pour la directrice de l'Office du patrimoine et des sites, plusieurs remarques émises par la CMNS dans son premier préavis de 2008 ont été intégrées dans le projet 2012, c'est pourquoi elle a l'impression que la CMNS a un sentiment positif pour celui-ci.

M^{me} Nemec-Piguet explique que le MAH est actuellement organisé de manière linéaire, le visiteur devant suivre un parcours obligé. Indéniablement, ce bâtiment du début du XX^e siècle a besoin de trouver une dynamique contemporaine, et le projet Nouvel apporte des réponses intéressantes du point de vue du fonctionnement tout en respectant l'architecture du bâtiment.

Elle ajoute que les plateaux dans la cour ainsi que l'ascenseur sont de nature à apporter des réponses, même si les micropieux fichés dans les murs pour accrocher les plateaux restent litigieux et très problématiques.

Cependant, et à titre personnel, M^{me} Nemec-Piguet est d'avis que des solutions alternatives peuvent être trouvées pour que le bâtiment actuel et la nouvelle structure dans la cour soient autonomes l'un et l'autre.

La surélévation est l'autre point litigieux du projet, qui pour M^{me} Nemec-Piguet pose incontestablement un problème légal. La Ville de Genève devrait évaluer si cette surélévation est vraiment essentielle au fonctionnement du futur MAH, ou si elle peut trouver des solutions alternatives.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

M^{me} Nemeç-Piguet termine sa présentation en précisant que la CMNS poursuivra sa réflexion sur le projet Nouvel dans les semaines à venir et qu'elle rendra un nouveau préavis.

Aux questions de la commission des travaux, la directrice de l'Office du patrimoine et des sites répond que:

- parmi les améliorations apportées entre 2008 et 2012, on peut mentionner le déplacement des circulations de la travée côté passage Burlamachi vers le vide de la cour;
- le volet restauration du bâtiment ne figure pas dans le dossier déposé;
- les questions relatives aux ancrages des plateaux et de la surélévation restent litigieuses. Il n'y a pas eu d'expertise préalable pour examiner la faisabilité technique de l'ancrage;
- la réalisation du projet Nouvel rendra le musée aveugle, la cour n'étant plus une source de lumière. Toutefois, la lumière naturelle pénétrera quand même dans le musée par d'autres directions. La question de la lumière est gérable dans le cadre du projet actuel;
- les plateaux sont une bonne solution pour répondre aux nécessités de fonctionnement du MAH, pour autant que la question de leur ancrage soit résolue;
- suite à la demande de classement déposée à la fin de 2011 par APV, il y a lieu de rappeler que les bâtiments de ce périmètre sont déjà protégés de fait dans le cadre de la zone de protection élargie de la Vieille-Ville. Ils ne peuvent être ni démolis ni surélevés, sauf si des raisons esthétiques le justifient;
- le projet Nouvel déposé en autorisation de construire en décembre 2011 n'est pas conforme aux lois et règlements en vigueur à Genève. Il nécessitera d'éventuelles dérogations;
- l'instruction de la demande de classement déposée par Patrimoine suisse Genève en 2008 va reprendre. Le projet définitif et la demande de classement seront traités en parallèle;
- le principe de réversibilité mentionné dans la Charte de Venise est un principe de déontologie professionnelle internationale, mais il n'est pas fixé dans la loi cantonale;
- pour revenir aux plateaux de la cour, il est important d'insister sur l'indépendance qu'il faudra trouver entre des structures nouvelles et anciennes, car l'imbrication du neuf dans le vieux est véritablement problématique.

La commission termine sa séance par une visite du MAH.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

Séance du 8 février 2012

Audition de M. Jean-Claude Gandur, président de la Fondation Gandur pour l'art, accompagné de M. Jean-Yves Marin, directeur du MAH

Tout en relevant qu'il est rare qu'un mécène soit invité à s'exprimer sur son don, M. Gandur remercie la commission de l'avoir invité, occasion qui permettra de dissiper certains préjugés.

Le président de la fondation rappelle que le projet d'extension du MAH lui a préexisté et que tout a démarré il y a un peu plus de trois ans lorsque le bureau d'architecte F. Jucker l'a invité pour lui présenter le projet.

M. Gandur a trouvé ce projet beau et intéressant, et il a alors décidé de s'y associer en tant que mécène. Il a alors pris contact avec le directeur du MAH, à l'époque M. Cäsar Menz, qui lui a proposé de profiter de l'agrandissement pour accueillir une partie de ses collections.

La collection Gandur comporte près de 3000 objets, soit plus de 1000 pièces archéologiques, 500 tableaux et 1500 objets d'art divers du Moyen-Age au XVIII^e siècle européen, allant du mobilier aux objets de décoration, par exemple des vierges du XIV^e, des ivoires du XIII^e, des cassolettes des XVII^e et XVIII^e siècles.

M. Gandur se définit comme un collectionneur, mais son plaisir est que ses objets, qui sont faits pour être exposés, soient vus par le plus grand nombre. A Genève, ou ailleurs.

Dès l'automne 2008, M. Gandur a tenu des discussions avec l'ancien magistrat Patrice Mugny et son bras droit, M. Boris Drahusak, qui ont abouti à l'établissement d'une convention signée en mars 2010 entre la Ville de Genève et la Fondation Gandur.

Il tient à souligner qu'il n'est pas marié avec le projet Nouvel, même s'il l'aime. Il a simplement décidé de se joindre à un projet qui existait et qui était porté par la Ville de Genève. Si cette dernière devait choisir un autre projet, M. Gandur devrait évaluer si ce nouveau projet est en accord avec son propre désir de mécène.

En tant que mécène, M. Gandur est à la disposition de la Ville de Genève qui cherche des fonds pour monter un projet cohérent. Ce projet, il le défendra si la Ville est aussi d'accord de le défendre. En revanche, si les élus de la Ville et la population genevoise n'en veulent pas, M. Gandur estime qu'ils feront de la peine au destin d'une ville qui doit avoir des ambitions. Personnellement, il n'en sera pas affecté.

M. Gandur conclut qu'il est temps d'avoir des ambitions pour le MAH, victime actuellement d'un vide institutionnel. Le MAH pourrait devenir un projet

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

phare pour la Genève touristique et internationale, une Genève où les attaches professionnelles de M. Gandur font travailler près de 300 personnes.

Aux questions de la commission, M. Gandur répond que:

- il a un droit d'usage sur ses œuvres jusqu'à sa mort;
- la convention signée permet qu'une partie des œuvres puisse être d'ores et déjà exposée, et qu'une autre partie reste chez lui. Le délai de huit ans évoqué ne concerne donc pas la totalité des œuvres, mais le don;
- il souhaite pouvoir prendre une décision sur l'utilisation de son don, sans attendre passivement que d'autres décident pour lui. Il veut accompagner de près la mise en place d'un projet de musée ambitieux sur lequel il puisse apposer sa marque;
- ni M. Gandur ni M. Marin ne veulent ni ne peuvent influencer sur le concept architectural du projet. Pour M. Gandur, le plus important dans la rénovation du MAH est que la cohérence des murs soit préservée. Ainsi, le Musée du Louvre a gardé son intégrité malgré de multiples transformations;
- la souplesse du parcours muséographique proposée par le projet Nouvel doit être saluée, tout comme sa transversalité qui rompt avec le parcours aberrant hérité du XIX^e siècle et qui domine encore actuellement;
- il confirme le don de 40 millions de francs garanti dans l'accord signé. La Ville de Genève et la fondation qu'il préside sont juridiquement liées, et sa part d'engagement sera respectée si le projet se fait;
- M. Gandur pourrait admettre un dépassement du délai de huit ans, pour autant que les choses avancent dans la bonne direction;
- le délai de huit ans va jusqu'à l'ouverture du chantier;
- la Fondation Gandur pour l'art n'a pas pour mission de rénover un musée, mais de soutenir un projet muséal et architectural. Elle se refuse à soutenir une simple rénovation et à se substituer à la Ville de Genève dans son obligation d'entretenir son patrimoine;
- si un autre projet digne d'intérêt et qui apporte un plus à la Ville de Genève devait être présenté, M. Gandur est prêt à en discuter. Toutefois, il ne serait pas raisonnable de refuser le projet Nouvel en espérant que la Fondation Gandur va nécessairement financer un autre projet;
- pour M. Marin, qui accompagne M. Gandur lors de cette audition, sur les 127 millions de francs de travaux articulés, deux tiers sont consacrés à la rénovation du bâtiment et un tiers à son agrandissement. M. Marin estime pour sa part qu'une restauration de l'existant s'élèverait à 70-80 millions de francs;
- M. Gandur ne connaît pas de contre-projet et fait part de son scepticisme à l'égard des musées enterrés.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

Séance du 29 février 2012

Audition de M. Renaud Gautier, président de la Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire

En introduction, M. Gautier rappelle que le projet d'agrandissement du MAH a fait l'objet d'un concours remporté par l'architecte Jean Nouvel et que, suite à l'échec en votation populaire du projet de nouveau musée d'ethnographie à la place Sturm, le projet MAH a été mis dans un tiroir plusieurs années.

Par la suite, M. Gautier a été approché par l'ancien magistrat Patrice Mugny au sujet des difficultés financières de la Ville face à un tel projet. C'est alors que M. Gautier a accepté de relever le défi: la Ville de Genève prend en charge la restauration du bâtiment actuel, et lui s'engage à trouver les fonds pour l'extension du MAH.

M. Gautier a donc pris la tête de la Fondation pour l'agrandissement du MAH, qui a mené campagne auprès des institutions et des privés pour trouver le financement de la moitié du projet Nouvel, soit 40 millions de francs à l'époque. C'est à ce moment que la Fondation Gandur pour l'art a manifesté le souhait de se joindre également au projet.

La situation peut donc se résumer ainsi: il existe aujourd'hui deux fondations prêtes à soutenir un projet pour le MAH. Ces instances attendent que le Conseil municipal de la Ville de Genève prenne une décision sur l'avenir de l'ensemble du projet.

Pour la fondation qu'il anime, M. Gautier précise que, selon ses statuts, elle est disposée à financer le projet Nouvel, seul existant actuellement, et pas un autre.

La campagne de fonds a été un succès populaire, la Fondation pour l'agrandissement du MAH ayant récolté 100 000 francs de dons grâce à des contributions de 10, 20 ou 50 francs, auxquels il convient de rajouter des sommes plus importantes venant de gros donateurs.

Aux questions de la commission des travaux et des constructions, M. Gautier apporte les réponses suivantes:

- il a levé des fonds auprès de la population genevoise sur la base du seul projet existant, celui de l'architecte Nouvel. Forcer la main des donateurs et les convaincre que leur argent servirait à un autre projet, consistant pour l'essentiel à défoncer la butte de la promenade de l'Observatoire, relèverait de l'escroquerie intellectuelle;
- depuis 100 ans, le bâtiment du MAH n'a pas subi de travaux d'entretien. Sur le plan de la sécurité, la Ville de Genève est en pleine illégalité, et il y a fort à craindre que, en cas de plainte, le musée ne soit obligé de fermer;

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

- quel que soit le projet finalement retenu, la facture des travaux sera phénoménale;
- l'implication du Canton dans ce dossier reste à préciser;
- la répartition des coûts entre entretien et extension est délicate à estimer. Toutefois, selon les diverses informations qu'il a recueillies, M. Gautier pense qu'un rapport 60%-40% est réaliste, avec toutes les précautions d'usage;
- l'inflation des coûts est moins inquiétante que l'incertitude. La menace du recours entourant chaque projet ambitieux à Genève est dénoncée par M. Gautier;
- la Fondation pour l'agrandissement du MAH s'est déjà beaucoup engagée pour le projet Nouvel. Si un nouveau projet devait émerger, M. Gautier pense que d'autres personnes pourraient créer leur propre fondation pour soutenir ce nouveau projet.

Prises de position des partis

Arrivés au terme de l'examen de la proposition PR-922, qui a occupé six séances de travail, les commissaires prennent position.

Le commissaire démocrate-chrétien soutient la rallonge de crédit demandée pour compléter les études. Refuser de voter les 2 425 000 francs de crédit complémentaire reviendrait à s'arrêter au milieu du gué et à gaspiller le montant du premier crédit d'étude couvert par la proposition PR-482.

Sur le fond, le Parti démocrate-chrétien souligne qu'il n'y a pas de plan B, alors que la moitié des coûts de réalisation du projet Nouvel sont aujourd'hui couverts par des fonds privés.

Refuser la présente demande de crédit complémentaire reviendrait aussi à donner un signal désastreux aux mécènes et autres partenaires privés.

Le commissaire libéral-radical fait part du soutien enthousiaste de son parti à cette demande de crédit complémentaire, qui consiste à payer plus pour voir la suite du projet.

Un vote positif sera interprété comme un signal fort à l'égard des donateurs privés, qui fera appel d'air. Tergiverser risque de lasser les actuels donateurs et de faire capoter ce partenariat de financement privé/public.

Le commissaire libéral-radical trouve le projet Nouvel très intéressant, dans la mesure où celui-ci respecte en grande partie l'existant. Il ajoute que voter le crédit de finalisation des études ne l'engage pas sur le crédit final de construction.

Il donne mandat au magistrat Kanaan de mener ce projet à bout, en veillant à ce que les intérêts de la Ville, en relation avec les diverses conventions signées, soient sauvegardés.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

La commissaire du Parti socialiste annonce que son parti soutiendra la proposition PR-922, proposition qui ne contient rien d'autre qu'une demande de crédit complémentaire.

Par ce vote, le Parti socialiste affirme son soutien au projet Nouvel, un projet pour un musée et les collections du MAH qui méritent d'être valorisées dans un bâtiment enfin adéquat, trop longtemps attendu. Le projet Nouvel permettra également de recevoir les collections d'un mécène qui s'est engagé financièrement, et à qui l'on doit une réponse, tout comme aux autres privés qui attendent de s'associer au projet.

Pour le Parti socialiste, tout comme pour le Parti libéral-radical, il ne serait pas raisonnable de refuser ce crédit complémentaire alors que 4 millions ont déjà été investis en études diverses. Même si un plan B se présentait aujourd'hui, le Parti socialiste estime que son coût serait certainement plus cher que le projet déjà engagé.

S'agissant des réserves exposées par les associations de protection du patrimoine, la représentante du Parti socialiste fait remarquer que l'Office du patrimoine et des sites a pourtant fait part de sa confiance au sérieux du projet Nouvel en lui reconnaissant des possibilités d'évolution.

La représentante du Mouvement citoyens genevois annonce son soutien enthousiaste au crédit complémentaire. Le projet Nouvel est intéressant et digne des ambitions de la muséologie genevoise, une extension alternative enterrée serait certainement moins élégante.

Elle a été particulièrement sensible aux arguments de M. Gandur, dont elle apprécie tout particulièrement le sens artistique aigu ainsi que la qualité de ses collections exposées notamment au Musée Rath.

Pour le représentant de l'Union démocratique du centre, le premier crédit d'étude présente d'ores et déjà un dépassement. Si l'Union démocratique du centre ne conteste pas la nécessité de rénover le MAH, le volet agrandissement lui paraît moins convaincant, notamment les ancrages des plateaux prévus dans la cour.

Il a l'impression d'avoir le couteau sous la gorge, ce d'autant qu'il n'y a pas de plan B. L'Union démocratique du centre refusera par conséquent le crédit d'étude complémentaire demandé.

Le deuxième représentant de l'Union démocratique du centre se dit choqué par la situation du dossier du MAH, car il n'a reçu aucune assurance que le projet Nouvel satisfasse aux normes légales. Pour lui, les promoteurs du projet paraissent ne rien avoir entrepris de sérieux pour essayer de régler ce problème, qu'il estime pourtant prioritaire dans un Etat de droit.

Le représentant d'Ensemble à gauche se dit embarrassé de devoir prendre position, alors que son groupe ne s'est pas encore fixé. A titre personnel, il refu-

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

sera la proposition, après avoir consulté dans les médias des informations sur la fortune de M. Gandur, et aussi parce que le projet Nouvel est condamné pour des raisons juridiques.

Il est convaincu que le projet qui s'imposera à la fin et qui constitue le plan B sera la solution exposée par l'ingénieur Jean-Pierre Cottier. A son avis, le projet Nouvel est déjà avorté.

La deuxième représentante d'Ensemble à gauche s'exprime également à titre personnel et confie être partagée entre éthique et esthétique. De plus, le crédit complémentaire coïncide avec l'entrée en jeu du don Gandur, et tout est désormais imbriqué.

Evoquant la convention signée, elle se demande comment le magistrat Mugny a pu signer un tel document, qui indique qu'il appartiendra à la Fondation Gandur pour l'art de décider quelles œuvres seront exposées dans le MAH.

Considérant que la fortune de M. Gandur était estimée en 2009 à 4 milliards de francs, son don est-il si généreux? La représentante d'Ensemble à gauche ajoute que les œuvres propriété de M. Gandur sont actuellement déposées dans un dépôt et qu'elles n'auraient pas été dédouanées. Si ces œuvres étaient exposées au MAH, elles échapperaient à la taxe de dédouanement de 8%. Ensemble à gauche imagine donc que le MAH pourrait servir de moyen pour ne pas avoir à s'acquitter de cet impôt.

Pour le représentant Vert, qui en séance plénière n'était guère convaincu lors de la discussion d'entrée en matière, un projet qui commence mal finit toujours mal. Celui-ci sera recalé pour raisons juridiques, même si des dérogations devaient être accordées. L'affaire va prendre du temps mais, au final, il faudra repartir de zéro. L'édifice centenaire va continuer à se dégrader, et la Ville va prendre le risque d'entamer l'enthousiasme des mécènes.

Le fait qu'une majorité de la commission des travaux et des constructions soit aujourd'hui favorable au crédit complémentaire est d'autant plus regrettable que les Verts avaient préparé à l'intention de la commission un projet de résolution proposant de réaffecter immédiatement le crédit complémentaire au lancement d'un vrai concours destiné aux études de rénovation du bâtiment ainsi qu'à son extension sous la promenade de l'Observatoire, ou dans les Casemates.

En acceptant sans autre le crédit complémentaire, une majorité de la commission des travaux et des constructions rend ce projet de résolution sans objet et bloque ainsi la modernisation du MAH pour plusieurs années.

Les Verts confirment qu'ils refuseront le crédit complémentaire, et on verra bien à l'avenir qui sont les vrais amis du MAH.

Au vote final, la proposition PR-922 est acceptée par 8 oui (2 S, 1 DC, 3 LR, 2 MCG) contre 6 non (2 EàG, 2 Ve, 2 UDC).

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit d'études de 2 425 000 francs, complémentaire à la délibération du 26 février 2007 (PR-482), destiné à la poursuite des études de l'extension et du réaménagement du Musée d'art et d'histoire, situé rue Charles-Galland 2, sur la parcelle 4360, feuille 13 du cadastre de la commune de Genève, section Cité.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 425 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif. Si l'étude est suivie d'une réalisation, la dépense ajoutée à celle de la réalisation sera amortie sur la durée d'amortissement de la réalisation. Sinon l'étude sera amortie en 5 annuités.

Annexes: à consulter dans la version intégrale du rapport publiée sur le site internet du Conseil municipal.

M. Christian Zaugg, président de la commission des travaux et des constructions (EàG). Je tiens d'entrée, au nom de la commission des travaux et des constructions, à remercier mon collègue Alexandre Wisard pour le travail important et complet qu'il a effectué en rédigeant cet excellent rapport.

La commission des travaux et des constructions, au travers de ce crédit d'études, a fait le procès – au sens philosophique du terme – de la rénovation, de la transformation et de l'extension du Musée d'art et d'histoire.

Elle a auditionné pendant des semaines tous les acteurs ayant un rapport de près ou de loin avec le projet: le Conseil administratif, les directeurs et les architectes mandataires bien sûr, mais également la Commission de la nature, des monuments et des sites, Patrimoine suisse, Action Patrimoine vivant, l'ingénieur

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

Cottier qui a dessiné un projet sous la promenade de l'Observatoire, et M. Marin qui a conduit une visite de la commission dans le bâtiment, ma foi fort instructive.

On peut donc dire que – quel que soit le point de vue que l'on ait sur la question – ce sera en connaissance de cause et bien armé que le Conseil municipal pourra prendre une décision en ce qui concerne ce crédit d'études.

Je m'arrête là, car faisant partie de la minorité je n'en dirai pas plus à ce stade. Je reprendrai la parole plus tard pour donner la position du groupe Ensemble à gauche.

M. Alexandre Wisard, rapporteur (Ve). En complément des propos du président de la commission, je dirai que le travail a été fait et qu'il a été complet. La commission des travaux et des constructions a procédé à toutes les auditions qui lui paraissaient opportunes. Des gens ont spontanément demandé à être entendu – je pense à M. Cottier, qui nous a amené des éléments extrêmement nouveaux. Cela étant, je dois m'excuser d'avoir, en tant qu'écologiste, produit un rapport de 180 pages, je ne sais pas si on a dû couper deux forêts pour l'imprimer... Bon, la Ville de Genève coupe beaucoup d'arbres ces temps et ceci compensera peut-être cela... En tant que rapporteur, je pensais important que les uns et les autres, nous ayons une information la plus complète possible, aussi par respect pour les associations et les personnes que nous avons auditionnées. Vous avez donc reçu un document de 187 pages qui résume bien la position des uns et des autres, que ce soit les membres de la commission ou le monde extérieur. C'était ma première remarque.

Je voudrais maintenant évoquer deux éléments nouveaux. La commission des travaux et des constructions a voté le 29 février, à une courte majorité, l'adoption de ce crédit complémentaire et dans l'intervalle sont intervenus deux éléments nouveaux et importants, dont vous avez peut-être pris connaissance dans les médias, comme moi. Le premier est le préavis de la Commission de la nature, des monuments et des sites (CMNS) qui, le jour même où la commission votait, a rendu un préavis sur le dossier en autorisation de construire, préavis qui confirme d'ailleurs ce que la CMNS avait déjà dit en 2008 sur le plan du respect du patrimoine, à savoir que la CMNS est favorable à une couverture de la cour, ainsi qu'à deux niveaux en sous-sol et à un plateau dans la cour. Par contre, elle s'oppose très clairement à la surélévation du bâtiment – je fais référence à la verrière et au restaurant – et aux quatre plateaux dans la cour. Cela, elle l'avait déjà dit en 2008, elle le répète en 2012, et il faut l'entendre.

Le deuxième élément nouveau dans ce dossier, depuis le vote de la commission des travaux et des constructions, c'est que la procédure de classement qui

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

avait été demandée par Patrimoine suisse sur le bâtiment Charles-Galland et qui a été relayée par Action Patrimoine vivant tout récemment sur l'ensemble du périmètre allant jusqu'à la promenade du Pin, cette procédure de classement va de l'avant, et il y a un préavis favorable de la CMNS à ce sujet. C'est dire que, depuis deux mois, le volet patrimonial de ce dossier devient très important, et il faut en être conscient.

A partir de là, je dirai que le projet Nouvel devra être adapté pour répondre aux exigences de respect du patrimoine. Il n'est pas question de changer d'équipe: dès lors que des gens ont travaillé douze ans sur un dossier, il serait assez risqué de casser leur mandat, d'abord pour des questions de connaissances, de savoir-faire, d'implication dans le dossier, ensuite pour des questions de contrat. Donc, il y aura nécessité de modifier le projet, de l'adapter aux demandes patrimoniales.

A ce sujet, vous aurez bien compris que, si le projet Nouvel-Jucker prévoyait quatre plateaux dans la cour et qu'on n'en fait plus qu'un, suite au préavis de la CMNS, on aura perdu des surfaces d'exposition supplémentaires qui sont indispensables et qu'il faudra trouver. C'est le sens de la discussion que nous aurons tout à l'heure: des amendements ont été déposés et l'objectif central sera de trouver ces surfaces supplémentaires à proximité, sans perdre les mécènes et leur engagement financier. Ce sera le sens de notre discussion. En tant que rapporteur, je voulais juste faire ce point de situation et je m'arrête là.

Premier débat

M. Adrien Genecand (LR). Chers collègues, le projet Nouvel séduit le groupe libéral-radical, et c'est volontiers que nous l'aurions accepté en l'état. En effet, vu les problèmes que connaît le MAH, notamment en termes de fréquentation, vu le nouvel élan qu'il faut absolument lui donner, vu les réalisations qui se sont faites en Europe – je pense au Louvre ou au Reichstag – ce plateau de verre et ce restaurant nous séduisaient. C'était un projet novateur, qui nous semblait extrêmement intéressant, qui pouvait redonner un point de vue de Genève, et il est malheureux qu'on en arrive à opposer la préservation du patrimoine et une telle réalisation. Sur le fond, c'est bien le problème.

Tout le monde est d'accord sur le fait que cette rénovation nous coûtera 80 millions au bas mot. La question, c'est où et comment construire l'extension, et qui la paiera, puisqu'on part sur une base de 40 millions. Actuellement, un mécène, une fondation et les Amis du musée sont prêts à investir des sommes extrêmement importantes, mais à la condition notamment que cela se réalise assez vite. Et là surgit le dilemme: alors qu'on a un projet prêt à être lancé, peut-on se payer le luxe de changer de projet? Moi, je ne le pense pas, je pense que le

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

seul projet qui sera valable, qui tiendra la route à terme, c'est celui qui a été prévu de longue date.

Mais quoi qu'il en soit, et c'est le sens de l'amendement déposé par une majeure partie des groupes ce soir, il faudra bien étudier une autre variante, sans perdre trop de temps. Puis, un choix politique devra être fait, qui est celui de savoir si on préfère conserver le patrimoine, classer le bâtiment, préserver le bâti tel qu'il est, ne rien faire de plus. C'est là un choix politique qui ne nous appartient pas, car il relève du Grand Conseil, de l'échelon supérieur.

Pour ma part, je suis d'avis qu'au XXI^e siècle des arbitrages devront se faire, par exemple entre le patrimoine et l'écologie, ou, dans ce cas-ci, entre le patrimoine et la transformation d'un musée, pour l'instant peu fréquenté, en faveur des Genevois. Malgré le fait que nous sommes des élus et que ce choix fasse partie de nos compétences, je serais partisan de le soumettre à la population, non pas à la seule population de la Ville de Genève mais à celle du canton. Ce n'est pas un choix qui peut se faire dans un cénacle d'élus, aussi légitime soit-il; c'est un choix qui doit se faire au niveau de la population du canton. Ce choix est extrêmement simple: peut-on passer outre aux prérogatives traditionnelles de la CMNS et d'associations qui désirent protéger le patrimoine, et s'offrir un musée d'envergure européenne? Mesdames et Messieurs, j'aime beaucoup le patrimoine, c'est magnifique, c'est souvent très beau, mais s'il y avait eu des protecteurs du patrimoine à Paris, la pyramide du Louvre aurait eu peu de chance, la rénovation du Reichstag à Berlin aurait été compliquée..... (*Exclamations.*)

Comme je le disais, c'est un choix qui ne nous appartient pas, d'autant que la dépense est importante: elle équivaut au montant des investissements annuels de la Ville de Genève. Je n'ai pas la prétention de pouvoir décider pour tout le monde et j'estime que l'arbitrage devrait être soumis à la votation populaire. C'est le sens d'un des amendements. Je sais que, légalement, c'est un peu compliqué, mais c'est ce que je vous propose: une fois que le projet sera amendé et voté, qu'on le soumette aux Genevois, vu le montant qui sera dépensé, vu l'importance du projet, vu les enjeux en termes d'arbitrage. C'est un choix que la population doit faire, sachant que les travaux dureront bien plus qu'une législature, que deux législatures au moins se seront écoulées avant que le projet soit réalisé.

Ce projet, je le répète, le groupe libéral-radical l'aime beaucoup. Nous tenons à ce que l'autre variante qui sera discutée concerne exclusivement le bâtiment Charles-Galland et les Casemates. De plus, il est évident que les bureaux d'architectes et d'ingénieurs qui ont travaillé sur ce projet pendant plusieurs années sont les mieux à même de répondre à nos demandes, puisqu'il faut aller vite. Ce sera le sens du deuxième amendement, à savoir que le Conseil administratif revienne rapidement devant notre plénum avec les deux variantes, l'une qui réponde aux normes du patrimoine, et l'autre qui ne répond pas à ces normes, et nous ferons notre choix!

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

M. Christian Zaugg (EàG). Chers collègues, je vous pose la question suivante: faut-il vraiment continuer comme cela et aller droit dans le mur?

La commission des travaux et des constructions n'a accepté que du bout des lèvres ce crédit: trois partis s'y sont opposés, ainsi que deux grandes organisations de protection du patrimoine bâti, Patrimoine suisse et Action Patrimoine vivant qui nous annoncent, en cas de refus, un référendum.

De plus, et c'est vraiment le bout du chemin, la CMNS a voté le classement – je dis bien le classement – du musée et des bâtiments des Casemates qui forment avec lui un bel ensemble architectural homogène.

Je vous invite donc à ne pas ou plutôt à ne plus perdre de temps car, franchement, je n'ai jamais vu autant d'obstacles en ce qui concerne une proposition et je ne parierai pas un centime sur le projet de Jean Nouvel qui, je le rappelle, n'a pas fait l'objet d'un concours d'architecture comme cela aurait dû être le cas pour une réalisation qui, aujourd'hui, s'élève à 127 millions, mais qui demain, et vous le savez bien, dépassera largement les 150 millions – le collègue du Parti libéral-radical parlait de 180 millions. On s'est contenté en l'espèce d'un simple appel d'offres, ce qui est un comble!

Alors, qu'on le veuille ou non, cette proposition entrerait pour près de 100 millions dans les crédits d'investissement qui pourraient être déposés, pour la Ville de Genève, dans quelques années. Une dépense considérable, énorme, pour la deuxième ville de notre pays, mais qui reste à l'échelon européen une ville de taille moyenne.

Le projet présente trois problèmes majeurs: il est incroyablement cher, je viens de le dire, et il porte des atteintes définitives au patrimoine bâti de la Ville de Genève. Il supprime purement et simplement la cour intérieure du musée, qui en est la plus belle partie, et crée un restaurant panoramique qui modifie complètement la toiture symétrique du musée.

Les installations, une série de plateaux disposés et arrimés dans le corps même du bâtiment en pierre de Meillerie, sont irréversibles et donc irrecevables au sens de la loi et des ordonnances qui protègent, à Genève et dans notre pays, le patrimoine bâti.

Toutefois, rien, et je dis rien, n'interdit de proposer une rénovation du musée, car il le mérite bien, en protégeant la cour par une verrière, par exemple – ce qui permettrait de récupérer des espaces – et de réaliser son extension très significative sous la promenade de l'Observatoire.

A cet égard, il y a les propos officieux et ceux qui se font en *off*, et j'ai entendu un partenaire important du projet reconnaître que des statues égyptiennes monumentales avaient tout intérêt à se trouver dans des locaux protégés de la

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

lumière solaire, et celles et ceux qui avaient participé au voyage de la commission des finances à Turin et visité, là-bas, le Musée d'égyptologie, me comprendront.

Il en va de même, bien évidemment – et combien! – pour les pièces du Musée de l'horlogerie et du Musée des instruments anciens.

C'est la raison pour laquelle le groupe Ensemble à gauche vous propose deux amendements, par le biais du nouvel article 2 suivant:

Projet d'amendement

«Art. 2. – (nouveau) Ces études doivent porter sur la rénovation du bâtiment de Charles-Galland, mais également sur l'extension du musée dans les bâtiments des Casemates pour un crédit de 500 000 francs et sous la promenade de l'Observatoire pour laquelle un concours de faisabilité sera réalisé pour un montant de 300 000 francs.»

Les bâtiments des Casemates, pour partie propriété de la Ville de Genève, pourraient parfaitement participer à l'extension du Musée d'art et d'histoire, pour un montant de 500 000 francs.

Quant à la promenade de l'Observatoire, nous proposons d'inscrire un montant de 300 000 francs en vue de réaliser cette fois – contrairement à la dernière! – un concours d'architecture pour réaliser la majeure partie de la future extension sous cette promenade.

C'est pourquoi le montant initial a été augmenté dans notre projet de 800 000 francs.

Refuser ces amendements serait déraisonnable, car alors nous perdrons des années – et je dis bien des années – pour réaliser une extension que nous aussi, nous jugeons indispensable!

C'est objectivement la seule manière de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons, et réfléchissez: faire ces études nous permettra en tout cas de rebondir rapidement, si le projet de rénovation et d'extension de Jean Nouvel devait passer la rampe au Conseil municipal pour être refusé ensuite, dans le cadre d'un référendum qui ne manquerait évidemment pas d'être déposé.

On dit que gouverner, c'est prévoir. Je vous propose donc, chers collègues, de voter l'amendement global que nous vous proposons et qui prend en compte toutes les options, afin de pouvoir choisir en toute connaissance de cause et réaliser une rénovation et une extension de notre Musée d'art et d'histoire, sans plus perdre de temps.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

C'est ce que je vous propose de faire, chers collègues, et j'espère vivement que vous aurez écouté et entendu mes arguments!

M^{me} Danièle Magnin (MCG). Mesdames et Messieurs, nous nous trouvons devant un projet qui est effectivement très séduisant, et les raisons pour lesquelles le Mouvement citoyens genevois le soutiendra sont les suivantes. Nous avons à Genève des collections extrêmement importantes, qui ont été constituées au fil des années par de nombreuses donations et par des achats. Ces collections sont très partiellement et parcimonieusement exposées dans un musée qui n'a pas été rénové depuis un siècle, dont les murs et les plafonds tombent en morceaux, dont les ajouts et les modifications font qu'il est aujourd'hui sans intérêt. Nous devons absolument et rapidement trouver le moyen de le rendre à la population, sachant qu'il y a des jours où on parle même de le fermer pour des raisons de sécurité... Aujourd'hui, il s'agit donc de ne pas tergiverser, de ne pas attendre, et de voter un projet!

Ce projet implique d'utiliser l'espace intérieur, et je voudrais revenir aux propos qui ont été tenus au sujet du Musée du Louvre. Le Palais du Louvre a été construit, je vous le rappelle, par Philippe-Auguste, à partir de 1190, et il a ensuite été repris en 1540 par François I^{er}. Puis, il a été rénové, remanié par les révolutionnaires, par la Convention, et s'est ensuite appelé le Musée Napoléon. C'est dire qu'il a été modifié et que chacun y a mis sa patte. Aujourd'hui, le Musée du Louvre est ce qu'il est, ce n'est pas un monument figé, mais un musée vivant. Eh bien, nous aussi, nous voulons pour Genève un Musée d'art et d'histoire vivant. En le modifiant un peu, on pourra offrir un musée beaucoup plus pertinent, beaucoup plus riche, non seulement à la population, mais aussi aux personnes qui viennent visiter Genève et qui se demandent où sont nos belles collections artistiques.

Ce soir, on a entendu certains intervenants dire que, si on utilisait la cour intérieure, on aurait certes 4000 m² de surface utile en plus, mais qu'on modifierait le bâtiment. Alors, je vous le demande: où est le problème? J'ai lu dans le rapport et j'ai entendu en commission des travaux et des constructions, lorsque je remplaçais M. Pardo, qu'on pouvait faire en sorte que cela soit réversible. Je ne vois donc pas où est le problème, s'agissant d'utiliser la cour. C'est un grand espace vide et il serait fort dommage qu'il ne serve à personne. De surcroît, le modèle de bâtiment consistant en un grand quadrilatère creux au milieu implique qu'il y ait des itinéraires forcés. Les gens ne peuvent pas décider d'aller voir ceci, puis d'aller voir cela: ils sont obligés de passer par un programme préétabli, et ces itinéraires, ma foi, font perdre du temps et ne permettent pas de faire ce que l'on voudrait.

Certains estiment aussi que, parce que l'on va dépasser, sous une forme vitrée, l'actuel gabarit du musée, on n'aura pas la permission de le faire. Eh bien, moi

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

je dis qu'il faut prendre le risque! Il faut prendre le risque de présenter ce projet tel qu'il est, de recevoir une réponse – qui sera un oui ou un non à l'autorisation de construire – de faire recours le cas échéant, voire de s'exposer à un référendum. Et ce référendum, je suis sûre que nous le gagnerons et que les gens qui ne veulent pas avancer dans la vie se feront retoquer! Je suis persuadée qu'il faut soutenir ce projet.

Le Mouvement citoyens genevois votera donc le projet, ainsi que les amendements, car il ne veut pas, justement, retarder la totalité de l'étude.

M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (S). Mesdames et Messieurs, ce soir, très clairement, le Parti socialiste fait le pari d'un projet pour la culture. Nous avons là une magnifique opportunité de concilier deux grands domaines artistiques, à savoir exposer une collection et mettre en œuvre un projet architectural, et pour nous il ne saurait y avoir de séparation entre le contenant et le contenu. Le contenu étant ces objets que nous avons toutes et tous envie de valoriser et le contenant étant un projet d'architecture. Nous faisons le pari culturel qu'il est possible de les concilier, dans l'objectif d'exposer des œuvres qui méritent d'être valorisées. Les commissaires aux travaux ont eu l'occasion de constater que des collections, malheureusement, ne peuvent être montrées, dont des collections qui ont été offertes à la Ville de Genève. Il y a sans doute bien des villes qui souhaiteraient recevoir des collections et pouvoir les montrer...

Bien plus, nous avons l'opportunité d'allier le respect du patrimoine et un projet contemporain. Pour nous, il n'y a aucune incompatibilité entre ce projet et le respect du patrimoine historique, le respect de ce magnifique bâtiment qui mérite une rénovation, on l'a dit, puisqu'il n'a bénéficié d'aucun entretien pendant plus de cent ans. Cette rénovation nous donne l'opportunité de l'agrandir par le biais d'un projet d'architecture contemporaine. Nous faisons le pari qu'il est tout à fait possible de réaliser un projet de qualité, comme cela s'est fait dans d'autres villes.

Ce constat nous amène à dire que, oui, nous voterons ce crédit d'étude complémentaire et qu'il est possible de répondre aux critiques émises par la Commission de la nature, des monuments et des sites, car nous faisons confiance aux compétences architecturales de l'équipe choisie. Certes, j'ai entendu certains regretter qu'il n'y ait pas eu de concours, et je sens aussi beaucoup de distance, pour ne pas dire un a priori négatif face au projet Jean Nouvel. En l'occurrence, ce n'est pas tomber dans le *star system* que de soutenir ce projet de qualité. Toutes les villes valorisent des projets d'architecture, alors que Genève, ville et canton, a la spécialité de ne jamais faire de pari sur l'architecture. Genève a mal à son architecture, et je pense qu'aujourd'hui elle devrait saisir cette possibilité de concilier un projet muséal et un projet d'architecture, comme ont su le faire d'autres villes.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

D'ailleurs, en parlant de Jean Nouvel, on pourrait citer l'Opéra de Lyon, mais aussi, plus près de chez nous, le KKL Luzern. Dieu sait si Lucerne est une ville traditionnelle, si elle aime son pont historique en bois! Pourtant, cette ville a réussi à développer un projet contemporain, elle a su engager des personnes qui ont valorisé ce projet, qui ont montré qu'il était possible de juxtaposer un projet contemporain, à côté d'une image plus traditionnelle, plus patrimoniale.

Plus concrètement, on nous a aussi montré en commission que, dans les sommes qu'il est prévu d'investir, il faudra de toute manière compter plus des deux tiers pour l'entretien. C'est important, car la part que mettent les mécènes est une part non négligeable et si on n'est pas capable de continuer ce projet, on se retrouvera peut-être à devoir rénover le musée, à n'avoir aucun moyen de l'agrandir, et à terme cela nous coûtera beaucoup plus.

Cela dit, ces considérations financières arrivent presque au second plan, pour moi et pour le groupe socialiste. Au premier plan, nous mettons les gens qui se sont mobilisés autour de ce musée. En commission, nous avons entendu la Société des amis du musée, qui a montré son enthousiasme à l'idée de présenter les collections. Nous avons entendu M. Gautier, qui a été très clair: l'argent qu'il a récolté l'a été pour le projet Jean Nouvel. Il a d'ailleurs eu des comparaisons assez drôles, que vous lirez dans l'excellent rapport de M. Wisard. Cet argent a été récolté pour ce projet précis, que cela nous plaise ou non!

Alors, aujourd'hui, le groupe socialiste votera évidemment ce crédit complémentaire. Nous avons cosigné l'amendement proposé par le groupe des Verts, mais nous affirmons très clairement que le projet se développera sur le site actuel, comme il a été pensé par ses concepteurs. Pour le groupe socialiste, il est hors de question de recommencer tout le processus, d'imaginer qu'à terme on puisse avoir d'autres mandataires, qu'on fera un projet ou peut-être qu'on ne fera rien. Non, nous avons envie de doter Genève d'un projet de qualité et de valoriser les collections du MAH. Je le répète, il ne saurait y avoir un autre projet que celui qui articule le contenu et le contenant. C'est avec conviction que nous voterons donc ce crédit complémentaire, ainsi que l'amendement, car nous voulons donner une chance au projet.

M. Alexandre Wisard (Ve). Chers collègues, vous l'aurez compris, nous sommes sur la corde raide avec ce dossier. Quand ce crédit complémentaire nous a été présenté, il y a quelques mois, les positions ici étaient extrêmement tranchées. Depuis, comme je l'ai évoqué tout à l'heure, le travail a été fait en commission, où nous avons entendu tout le monde. Le travail administratif pour instruire le dossier d'autorisation de construire a également été fait. J'ai donc envie de dire que ce soir nous pourrions arriver à la paix des braves, l'enjeu étant d'éviter la

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

fermeture du Musée d'art et d'histoire pour plusieurs années et de planter complètement le dossier.

Un amendement, signé par tous les groupes sauf le Parti démocrate-chrétien, a été déposé sur le bureau du Conseil municipal. J'ai cru comprendre que nos collègues et amis démocrates-chrétiens étaient en quelque sorte pieds et poings liés par une décision d'une assemblée générale – je suis le premier à le regretter – mais tous les autres groupes ont signé cet amendement.

«Considérant – je cite – le besoin impérieux de procéder à la rénovation du bâtiment existant, tout en respectant les lois et règlements protégeant le patrimoine, la nécessité de doter le MAH de surfaces d'exposition supplémentaires, et enfin le souci de ne pas décourager les généreux mécènes qui se sont engagés à cofinancer les travaux d'extension et qui sont des partenaires incontournables pour la réussite de ce projet», nous proposons d'augmenter le crédit de 500 000 francs, de compléter l'article premier du projet de délibération et d'ajouter un nouvel article 4:

Projet d'amendement

«Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit d'études de 2 925 000 francs (...) de l'extension, de la rénovation et du réaménagement (...) section Cité, étant précisé que l'étude de l'extension du musée devra se concentrer prioritairement sur le site actuel de la rue Charles-Galland, la cour des Casemates et la Haute Ecole d'art et de design.»

»Art. 4. – (nouveau) Le Conseil administratif fera rapport au Conseil municipal au plus tard dans les douze mois sur la réalisation de cette délibération, en proposant, le cas échéant, un projet de délibération complémentaire.»

Cet amendement permet ainsi trois choses. Premièrement, il permet de continuer le projet, de le terminer avec les mandataires actuels. C'est important, car des gens qui travaillent depuis douze ans sur le dossier ont quand même une bonne connaissance des choses. Nous nous sommes posé, les uns et les autres, la question de tout arrêter, de relancer un concours international. On pourrait le faire, mais on perdrait alors beaucoup de temps, et nous avons pensé que ce n'était pas raisonnable. Il s'agira donc de continuer le projet et de le terminer. Surtout, il faudra l'adapter aux exigences de protection du patrimoine, qui ont été dites et répétées depuis des années, et qui sont maintenant bien ancrées dans les mentalités, dans les administrations.

Le deuxième aspect important de cet amendement, c'est qu'il permet de garder les mécènes, qui se sont engagés à hauteur de 40 ou 60 millions de francs pour financer l'extension. Comme il faudra trouver un nouveau site, nous avons proposé celui des Casemates. Pour étudier cette extension aux Casemates, pour

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

étudier quelque chose d'ambitieux, de beau, qui soit dans la même typologie, il faut effectivement allouer un peu plus de sous aux mandataires.

Enfin, dernier point essentiel: cet amendement devrait permettre d'éviter les recours qui ont été annoncés par les associations de défense du patrimoine, que ce soit Patrimoine Suisse section genevoise, ou Action Patrimoine vivant. Dans cet amendement, nous insistons bien sur le volet patrimonial et nous demandons que la Ville de Genève, dans l'adaptation, dans la finalisation de son projet, respecte les lois et règlement en vigueur en matière de protection du patrimoine.

Je le répète, cet amendement de 500 000 francs a été signé par tous les groupes sauf un. On l'aura compris, ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est l'avenir d'un très beau bâtiment. Il y a six mois, j'aurais dit que la situation était désespérée, mais aujourd'hui je suis heureux de constater que nous avons tous fait un bout de chemin, les uns vers les autres. Je vous invite donc à accepter cet amendement à une très large majorité.

M. Alain de Kalbermatten (DC). Passion, ambition et conviction: voilà ce qui amène le Parti démocrate-chrétien à voter ce projet. Chers collègues, c'est en effet le projet d'une génération. Jamais, je dis bien jamais, pendant les dix ou vingt ans à venir, on ne verra naître un bâtiment aussi important en Ville de Genève. M. Wisard disait que nous, démocrates-chrétiens, étions liés par une assemblée générale: non, nous sommes convaincus par ce projet et nous voulons le défendre, car c'est le meilleur. On l'a déjà dit, il n'y a pas de plan B. Si vous imaginez une seconde qu'avec l'amendement des Verts – ou, encore pire, avec celui d'Ensemble à gauche – vous trouverez la clé pour résoudre les problèmes, vous avez tort. En réalité, vous repartirez de zéro.

Je tiens à souligner ici que, si nous jouons avec le feu, nous allons perdre les mécènes. Nous sommes au milieu du gué et nous devons tenir. J'ai été sensible à l'argumentaire de l'intervenant libéral-radical, qui suggérait de passer devant le peuple. Soit! Attendons le référendum! Pour notre part, nous avons pris une décision, nous avons pris nos responsabilités, ensuite le peuple tranchera. Nous avons la plus belle occasion d'offrir à Genève un phare culturel d'importance non seulement communale et cantonale, mais européenne. Il ne faut donc pas se laisser manipuler par des maîtres-chanteurs, je n'ai pas peur de le dire. Nous sommes à l'aube d'un beau projet et je vous demande de tenir bon, de ne pas lâcher.

L'amendement présenté par les Verts demande, dans son considérant, de respecter les lois et les règlements. En l'occurrence, on sait pertinemment qu'il est possible de demander une dérogation pour cette fameuse verrière, et pour l'excroissance au sommet du bâtiment. Alors, pourquoi ne pas demander cette dérogation? Nous avons la possibilité de le faire, n'ayons pas peur, c'est tout à

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

fait possible. Ensuite, le même considérant parle de ne pas décourager les généreux mécènes, mais on sait pertinemment que ces mécènes se désisteront. En commission, M. Gandur a été clair et M. Gautier encore plus: si on ne réalise pas le projet Nouvel, ils ne donneront pas d'argent. Pourquoi jouer avec le feu, chers collègues? Voulez-vous prendre ce risque? N'est-il pas souhaitable que la société civile participe à ce projet?

Ce même amendement des Verts vise à augmenter le crédit de 500 000 francs, pour étudier d'autres projets sur le site des beaux-arts ou des Casemates. D'une part, nous n'avons strictement aucune garantie selon laquelle les locaux des beaux-arts pourraient être déplacés. Et encore, si on avait une garantie, quand ce déplacement pourrait-il avoir lieu? Vous voyez que tout cela, c'est de l'enfumage, et que ce montant de 500 000 francs est ridicule, parce qu'on parle là d'un autre projet, totalement différent.

Enfin, s'agissant de l'article 4 nouveau – «au plus tard dans les douze mois (...) en proposant, le cas échéant, un projet de délibération complémentaire» – on sait très bien que 500 000 francs, ce n'est pas assez et qu'il faudra revenir ici, douze mois après, pour redemander de l'argent.

Honnêtement, un sursaut de votre part serait souhaitable, chers collègues! Dans ces amendements, aussi bien l'amendement proposé par les Verts que l'amendement proposé par Ensemble à gauche, il n'y a strictement rien, il n'y a que du vent! Le projet que nous connaissons, le projet Nouvel est le meilleur, il est magnifique et nous devons le soutenir. Ambition et passion pour la Ville de Genève, voilà ce que je vous demande.

Maintenant, s'agissant des préavis de la Commission de la nature, des monuments et des sites, vous savez pertinemment que le Conseil d'Etat peut très bien passer outre. Nous pouvons demander au Conseil d'Etat de passer outre. Je vous rappelle que nous ne parlons pas ici d'une quelconque demeure classée, mais du Musée d'art et d'histoire, qui sera le phare culturel de notre ville et qui rayonnera bien au-delà.

Je suis un peu triste que chacun ici se prenne pour un architecte. Nous n'avons aucune compétence pour savoir s'il faut enterrer le musée – ce que je trouverais vraiment très triste. Cela ne correspond pas à l'ambition que nous devrions avoir pour une ville comme la nôtre. Quant à construire sur le site des beaux-arts, ou aux Casemates, imaginez le coût que cela entraînerait en termes de fonctionnement! Si nous aplatissons le musée à l'horizontale, combien de fonctionnaires devons-nous engager, combien cela nous coûtera-t-il en termes de fonctionnement? Personne n'y pense, alors qu'il est possible de densifier et de faire un bâtiment magnifique. Réfléchissez à tout cela avant de prendre une décision qui pourrait définitivement gâcher le projet de rénovation du Musée d'art et d'histoire.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

Chers amis, pour finir, je dirai que nous ne pouvons pas perdre de temps, que nous sommes obligés d'aller de l'avant et qu'il faut voter ce projet. Ensuite, laissons le peuple trancher et décider si c'est un projet qui vaut la peine, pour la Ville de Genève et au-delà.

La présidente. Mesdames et Messieurs, nous irons au bout de ce débat, pour autant qu'il ne dépasse pas minuit. Cependant, conformément à ce qui a été décidé tout à l'heure entre le bureau et les chefs de groupe, je vais vous demander de décider maintenant si vous vous octroyez un jeton de présence supplémentaire pour cette dernière heure. Auquel cas j'annoncerai une petite interruption de séance...

Mis aux voix, l'octroi d'un jeton de présence supplémentaire est refusé par 49 non contre 15 oui (5 abstentions).

La présidente. Le débat se poursuit donc sans autre. La parole est à M. Pierre Gauthier.

M. Pierre Gauthier (EàG). Je suis assez heureux, à titre strictement personnel, que ce parlement puisse enfin s'intéresser à ce pourquoi il a été élu, c'est-à-dire à la politique, à la gestion de la cité, selon l'étymologie de ce mot!

L'important aujourd'hui – et je crois que tout le monde est d'accord là-dessus – c'est de sauvegarder le bâtiment, qui est dans un état alarmant. Il est urgentissime de le restaurer et de le réhabiliter. Ce bâtiment fait partie du patrimoine historique de notre cité et à ce titre il doit être non seulement respecté, mais préservé.

Le deuxième élément que j'aimerais aborder est lié à l'extension du musée lui-même. Cette extension, nous le savons, est rendue nécessaire notamment, et je dirai principalement, par l'ajout de deux collections, celle de l'émaillerie et de l'horlogerie ainsi que celle des instruments anciens. C'est dans le cadre de cette extension que, dans notre groupe, il nous semble indispensable d'envisager dès aujourd'hui une véritable alternative au projet Nouvel, qui souffre en effet de trop de tares pour pouvoir aboutir.

C'est pourquoi il nous semble impératif que notre parlement vote les deux amendements proposés. Ceux-ci permettent d'étudier l'extension du bâtiment vers le bâtiment des Casemates et d'étudier la faisabilité de l'excavation de la promenade de l'Observatoire, afin de pouvoir y disposer d'un volume nécessaire à l'extension du musée.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

Le troisième élément, beaucoup plus délicat, a trait au mécénat. A ce stade de la discussion, il nous importe d'être très clairs: notre soutien à ce projet dépendra de l'acceptation des deux amendements, et nous n'en démordrons pas. Il faut que notre position soit claire pour tout le monde: pour nous, ce patrimoine historique appartient aux Genevois et il n'est pas à vendre. Dans la ville qui a vu naître le Comité international de la Croix-Rouge, dans la ville qui abrite de nombreuses ONG et organisations internationales défenderesses des droits de l'homme, nous n'accepterons jamais qu'au prétexte du mécénat nous puissions fermer les yeux sur des aspects éthiquement questionnables, être complices d'une opération qui nous mettrait en porte-à-faux avec nos responsabilités humanitaires. Partout dans le monde se fait jour, à juste titre, une exigence légitime d'éthique, notamment dans le domaine des œuvres d'art, et il serait absolument incompréhensible et inacceptable pour nous que cette dimension éthique ne soit pas pleinement prise en compte.

(La présidence est momentanément assurée par M. Jean-Charles Rielle, vice-président.)

M. Eric Bertinat (UDC). En préambule, j'aimerais féliciter chaudement M. Wisard, qui nous a livré un vrai rapport. C'est une synthèse des discussions qui ont eu lieu en commission et qui nous permet d'aller au cœur du problème. Au cœur du problème, je relève l'attitude politique compréhensible de nos amis de l'extrême gauche, mais difficilement compatible avec la notion de bien public. Ils ont une espèce de haine à voir un privé proposer son argent pour aider une commune à rénover et à agrandir un musée. Que cette proposition soit si mal accueillie est pour moi inacceptable. Je pense particulièrement aux propos de M. Gauthier, qui met en doute la qualité et l'origine de la collection de M. Gandur. J'en parle puisque nous-mêmes en avons parlé, il y a quelques semaines, à la commission des arts et de la culture et que, sur ce point-là, nous avons été parfaitement rassurés. Donc, revenir, comme une meule, sur ce thème est vraiment malvenu.

Ce refus de voir quelqu'un de riche donner un coup de main, on le retrouve très exactement à la page 22 du rapport où une représentante d'Ensemble à gauche se pose la question: considérant la fortune de M. Gandur, «son don est-il si généreux?» 40 millions, Mesdames et Messieurs, est-ce assez généreux? L'extrême gauche préférerait visiblement que ce soit proportionnel – elle déciderait même de la proportionnalité – à la fortune de la personne, qui s'est proposée de nous aider à trouver une solution, et une belle solution, je tiens à le préciser, telle qu'elle nous est présentée. Sur cette voie-là, nous ne vous suivrons pas les membres de l'extrême gauche, pas plus que nous les avons suivis lorsqu'ils ont

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

refusé de construire le pont Wilsdorf. Ce pont existe aujourd'hui, il est très beau, et on peut remercier la fondation qui l'a offert.

Deuxième remarque: je constate qu'on peut faire deux lectures de certaines pages du rapport. Si on s'arrête à certains propos, tels ceux de la page 15 par exemple, on apprend que, «dans son précédent préavis, la CMNS s'est déclarée favorable à la poursuite des études». Et une page plus loin, il est dit que les points litigieux peuvent être surmontés et que les difficultés qu'il y a à respecter la loi actuellement peuvent l'être avec quelques dérogations. C'est dire qu'on peut avoir une approche tout à fait différente du problème, selon qu'on est à l'extrême gauche ou dans le reste du parlement.

Mesdames et Messieurs, ce musée date de cent ans, ce vieux musée s'écroule et chaque fois que nous discutons de ce projet – je parle bien du projet Nouvel, le seul projet qui existe aujourd'hui pour rénover et agrandir le Musée d'art et d'histoire – nous en prenons pour vingt ans! Chaque fois! D'ailleurs, nous voyons bien que depuis des décennies le dossier de ce musée fait du surplace. Il est totalement inadapté, d'abord à Genève et à son rayonnement, ensuite à la fabuleuse collection qu'il abrite – plus d'un million d'objets, nous a-t-on dit – il est aussi inadapté dans sa technologie: victime des changements climatiques importants, de la mauvaise lumière, de l'humidité... Bref, ce musée est en piteux état et, lorsque deux fondations viennent nous proposer un projet, nous faisons la fine bouche, nous discutons, nous cherchons tous les arguments pour essayer d'y échapper, pour compliquer les choses. Ce n'est pas acceptable.

Dans l'espoir d'aller enfin de l'avant, de moderniser notre ville, de lui donner des attraits supplémentaires – et ce projet est très attractif – l'Union démocratique du centre votera le texte qui nous est soumis. Nous aurons peut-être l'occasion de reprendre la parole sur l'amendement que vont proposer les libéraux-radicaux, mais d'ores et déjà sachez que l'Union démocratique du centre soutient très vivement ce crédit complémentaire.

M. Guy Dossan (LR). Mesdames et Messieurs, vous me permettez ce soir d'être catastrophé! Catastrophé par la frilosité de Genève! La commission des travaux et des constructions a travaillé pendant six mois d'arrache-pied, en auditionnant tous ceux qu'elle pouvait auditionner sur ce projet. A la fin des travaux, une majorité de la commission s'est déclarée enthousiasmée par le projet, et moi le premier, qui n'étais pas d'un enthousiasme débridé au départ. Après la présentation par les architectes de Jean Nouvel, nous avons été conquis par le projet, avec ses plateaux, avec son restaurant panoramique – tous les membres de la commission qui sont montés sur le toit du musée se sont rendus compte de ce qu'il pourrait être – avec ses ascenseurs non moins panoramiques...

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

Et, alors que la commission votait, voilà que tout soudain, on ne sait pas pourquoi, des commissions qui étaient restées endormies pendant des années ont décidé de se prendre une position allant à l'encontre de la décision prise par la commission des travaux et des constructions. La CMNS, endormie depuis quelque temps, prend une décision qui, évidemment, nous met des bâtons dans les roues. Mais, comme quelqu'un l'a dit avant moi, la CMNS est une commission consultative et on pourrait tout à fait se passer de son opinion... De même, pour la procédure de classement qui était aussi un peu endormie, tout d'un coup les choses se précipitent.

C'est pourquoi je disais être catastrophé et regretter la frilosité de Genève. Pour une fois, nous avons un projet novateur, qui pouvait s'adapter à un bâtiment, certes historique, mais qui n'est tout de même pas le Louvre. Il a été construit, non pas en 1100 et des poussières, mais il y a cent ans, Mesdames et Messieurs, comme l'ont été la plupart des écoles de nos quartiers, par exemple. Certes, le bâtiment est superbe, mais ce n'est ni Versailles ni le Louvre. Ce qui me dérange, c'est qu'à un moment donné Genève risque de devenir une ville musée. Dès qu'un projet architectural d'envergure concerne un bâtiment historique, une association de protection du patrimoine se lève et pousse des grands cris: non, là on ne peut rien toucher, on ne peut pas planter un clou, ni changer une fenêtre! A ce rythme, notre ville sera bientôt une ville musée, une ville morte, une ville du passé, où on ne pourra plus rien faire au motif qu'un illustre inconnu ou une grande personnalité s'est assise un jour à tel endroit! Je trouve cela très dommage. D'autres villes sont plus audacieuses et sont capables d'intervenir sur des bâtiments qui sont bien plus historiques que les nôtres. Nous, en revanche, nous nous aplatissons – excusez le terme – devant des ayatollahs du passé, des ayatollahs de l'Ancien régime!

Ce soir, je reconnais que nous sommes devant un mur. On nous brandit déjà le référendum et ce Conseil municipal est devant un problème, il faut être réaliste. Nous sommes donc quasiment obligés de voter l'amendement que pratiquement tous les groupes ont signé. Pour notre part, nous ne l'avons pas signé avec enthousiasme, mais parce qu'il faut sans doute prévoir un plan B, si je puis dire.

S'agissant des donateurs, d'autre ont dit avant moi que nous risquions de les perdre. Par contre, quelqu'un s'est-il posé la question de savoir ce qu'il adviendra du projet, quand nous aurons dit à une sommité du monde architectural: «Écoutez, votre projet, vous l'empaquetez, vous le roulez, vous le mettez sur l'oreille et vous le fumerez plus tard!» (*Rires et applaudissements.*) C'est peut-être trivial, mais c'est la formule qui me vient! On dira à ce monsieur Jean Nouvel, qui a fait des choses exceptionnelles, qu'on le laisse mettre un couvercle sur le Musée d'art et d'histoire, faire un étage au milieu et deux sous-sols, et puis agrandir sur le site des Casemates. Mais, Mesdames et Messieurs, qu'est-ce qui nous prouve qu'une autre association, tout aussi bien-pensante que celle qui veut préserver le

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

bâtiment Charles-Galland tel qu'il est, ne va pas s'élever contre l'extension sur les bâtiments des Casemates?

Je reprends ce que j'avais commencé à expliquer: si on dit à cet architecte de renommée mondiale qu'en réalité il n'a plus grand-chose à faire, on va peut-être perdre les donateurs, mais surtout on va perdre le mandataire! Non seulement il n'y aura plus de plan B, mais il n'y aura plus d'architecte! Là, on pourra recommencer de zéro pour un nouveau Musée d'art et d'histoire. Voilà pourquoi la frilosité de Genève nous oblige ce soir à voter l'amendement signé par tous les groupes. En revanche, nous ne voterons pas l'amendement d'Ensemble à gauche, et cela pour une raison bien précise: je rappelle que M. Gautier et M. Losio à l'époque ont relancé les recherches de financement pour l'extension du musée, et que les statuts de la Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire parlent exclusivement du projet Jean Nouvel. En votant l'amendement qui parle d'une extension aux Casemates, on pourra chinoiser et expliquer qu'il s'agit toujours du bâtiment Charles-Galland. Par contre, si on décide de construire l'extension sous la promenade de l'Observatoire, ce ne sera plus le bâtiment Charles-Galland, et là je pense que nous perdrons les millions promis par la fondation.

Ce soir, nous voterons donc, sans enthousiasme, l'amendement permettant d'avoir un éventuel plan B, au cas où le projet Nouvel ne pourrait pas se faire. Mais nous le voterons la mort dans l'âme, si je puis dire, parce que cela prouve vraiment que Genève est frileuse et va gentiment devenir une ville du passé. Cela, nous ne pouvons que le regretter! (*Applaudissements.*)

M^{me} Maria Pérez (EàG). S'il est un point sur lequel nous serons d'accord avec M. Dossan, c'est qu'effectivement nous nous trouvons devant un dossier épineux. J'ai souhaité être parmi les derniers intervenants, parce que je voulais entendre ce dont précisément personne n'a parlé! En l'occurrence, une majorité des groupes va voter l'amendement rédigé par les Verts et il se trouvera aussi certaines personnes pour voter l'amendement d'Ensemble à gauche. Mais, personnellement, j'ai sur le cœur des questions que j'aurais souhaité poser au Conseil administratif, des questions que devront avoir en tête tous les conseillers municipaux au moment d'appuyer sur le bouton, quel que soit leur vote.

Ces questions ont trait à la convention qui lie la Ville de Genève à la Fondation Gandur pour l'art. Ce soir, Mesdames et Messieurs, si vous votez le projet tel quel, parce que vous trouvez que la Ville n'a pas à être frileuse et à s'aplatir devant quelques recourants, ou même si vous votez l'amendement Verts, vous voterez la tête dans le sac! En effet, cette convention, dont seulement quelques commissaires ici ont connaissance, dont le public n'a pas connaissance, le Conseil administratif ayant refusé qu'on la joigne au rapport de M. Wisard, cette convention

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

est extrêmement contraignante pour la Ville de Genève et extrêmement généreuse à l'égard de la fondation.

Alors, j'aimerais poser des questions au Conseil administratif, qui se targuait récemment, dans un article de presse, de promouvoir la transparence. J'espère que M. Kanaan est attentif, car voici les questions que je lui pose. Tout d'abord, combien coûtera à la Ville la gestion de la donation Gandur, à savoir organiser les expositions, payer les commissaires et les assurances, fournir les bureaux à la Fondation Gandur et j'en passe? Combien cela coûtera-t-il? C'est ce à quoi il faut penser, au-delà des 40 ou 60 millions que la fondation posera sur la table, c'est ce qu'il faut envisager, c'est effectivement ce don sur une période de 99 ans.

Ensuite, parmi les questions que je n'ai pas pu poser et les garanties que nous n'avons pas pu avoir, il y a celle de la provenance des œuvres. Des doutes subsistent à ce égard, et ce n'est pas moi qui les formule: M. Marin les avait formulés dans certains articles de journaux, la Cour des comptes les a formulés, et nous n'avons toujours pas les réponses. Je pose donc la question ce soir au Conseil administratif: qu'en est-il?

Enfin, pourquoi cette convention n'est-elle pas rendue publique? Pourquoi ce manque de transparence? Pourquoi le public, la population de Genève, qui va quand même financer une somme importante pour la rénovation et l'extension du musée, ne peut-elle savoir ce qui figure dans cette convention? Je trouve qu'on est là face à un déni de démocratie, et je pose la question au Conseil administratif: quand cette convention sera-t-elle rendue publique? Quand la population saura-t-elle jusqu'à quel point elle est liée à cette fondation? Quand pourra-t-elle évaluer si, effectivement, le don de 60 ou 80 millions est un cadeau avantageux, ou s'il n'y a pas, en fin de compte, une contrepartie un peu trop difficile à assumer? Voilà les questions que je vous demande d'avoir à l'esprit. J'espère que le Conseil administratif pourra me répondre.

A titre personnel, ce soir, j'annonce que je voterai contre ce crédit, bien que le projet en tant que tel m'ait séduite. Comme l'a dit M. Dossan, quand je suis montée sur le toit du MAH, je me suis dit: «Wouah! si Genève avait le courage de le faire!» Il est une ville que je connais fort bien, dont je fréquente assidument les musées, c'est Madrid. Jean Nouvel y a construit l'extension du musée Reina Sofia, il a aussi participé à une partie du Prado, et je trouve ces réalisations effectivement très audacieuses. Je me suis donc demandé si Genève pouvait avoir ce courage-là. Je ne suis pas capable de répondre à cette question. En revanche, je sais qu'un problème se pose ici ce soir, c'est le fait que ce crédit d'étude – car tout est imbriqué – est subordonné à la convention liant la Ville à la Fondation Gandur pour l'art. Il est subordonné à une muséographie qui met Gandur au centre. Voulez-vous vraiment cela? Ne devrions-nous pas examiner la chose un peu plus attentivement, et pas seulement sous l'angle architectural? Examiner les choses sous cet angle-là, c'est bien, mais cela me paraît insuffisant.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

(La présidence est reprise par M^{me} Alexandra Rys, présidente.)

La présidente. Mesdames et Messieurs, le bureau a décidé de clore la liste des intervenants. Aurent encore la parole M. le conseiller administratif Sami Kanaan, M. Schnebli, M^{me} Aubry Conne, M. Lathion, M. Holenweg, M. Wisard et M. de Kalbermatten.

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Dans la mesure où tous les groupes se sont déjà exprimés une première fois, je voudrais apporter l'éclairage du Conseil administratif sur certains des arguments avancés. Avant, j'aimerais remercier la commission des travaux et des constructions en général et son rapporteur en particulier pour l'énorme travail qui a été effectué. J'avais dit, lors du débat d'entrée en matière sur ce crédit d'étude complémentaire, qu'indépendamment du fait qu'on vote pour ou contre, c'était une excellente occasion pour se mettre à jour sur ce dossier fondamental, essentiel et très complexe.

Cette occasion a été saisie par la commission des travaux et des constructions, qui a auditionné tous les acteurs possibles et imaginables, concernés de près ou de loin par ce projet, et qui a pris ainsi ses responsabilités. Cela a permis de rappeler à quel point ce musée est essentiel pour Genève et à quel point il est urgent d'agir. Cela a permis de prendre conscience de la richesse des collections, de réaliser que c'est l'opportunité de réintégrer dignement les collections de l'horlogerie dans les musées genevois. En fait, cela a permis de constater qu'aujourd'hui le Musée d'art et d'histoire est dans une situation totalement indigne pour Genève, pour sa population, pour ses visiteurs, au point d'ailleurs que les grands musées étrangers ne prêtent plus d'œuvres majeures au MAH, parce qu'il ne répond plus aux normes minimales d'accueil – cela à l'exception, bien sûr, du Musée Rath.

Dans une Genève en croissance et en transition, qui vit une période importante de son histoire, nous devons, et c'est une priorité de mon mandat, accorder une importance majeure aux musées en général. Dans ce cadre-là, on ne peut pas laisser le fleuron de nos musées continuer à se décrépir.

Deuxièmement, la commission des travaux et des constructions a pris connaissance et a pris conscience de l'importance des partenariats public-privés autour de ce musée. Je rappelle que, si nous nous contentons de rénover ce musée, cela nous coûtera plus cher qu'une rénovation-extension. La rénovation va coûter en tout cas deux tiers de la somme totale et, si nous faisons uniquement une rénovation, nous n'aurons pas de partenaires privés. Nous avons donc objectivement intérêt à ce partenariat, ce d'autant que le Conseil municipal se verra proposer d'autres investissements majeurs pour des équipements culturels – la Nouvelle

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

Comédie, le Bâtiment d'art contemporain, le Grand Théâtre. Donc, si nous avons l'occasion d'avoir un partenariat public-privé aussi important, cela ne se refuse pas.

J'en profite pour revenir sur les propos de M^{me} Pérez. Dans le cas particulier, elle est, je m'excuse de le dire, hors sujet. Ces points ont été évoqués à la commission des arts et de la culture autour de la motion M-931 sur la déontologie, où ont été présentées en détail les collections du Musée d'art et d'histoire et la collection Gandur, ainsi qu'à la commission des travaux et des constructions, où M. Gandur est venu et a répondu à toutes les questions. Dans les deux commissions, toutes les réponses ont pu être données.

Ainsi, les frais liés à la collection Gandur sont assumés par la Fondation Gandur pour l'art, que nous accueillons. Quant à la question de l'origine des œuvres, elle se pose de la même manière au Musée d'art et d'histoire lui-même. Un énorme travail est en cours actuellement – d'ailleurs, cela fait partie de la complexité de ce dossier – qui consiste à tout mettre à jour au Musée d'art et d'histoire. Le bâtiment est décrépi, mais les normes de gestion des collections et les propres collections du musée doivent aussi être examinées. M. Marin et M. Negri, juriste, ont présenté cela à la commission des arts et de la culture récemment, de manière circonstanciée et extrêmement convaincante. M. Gandur a toujours dit qu'il se soumettrait exactement au même examen d'origine et de traçabilité de ses pièces que celui qui a cours pour les collections permanentes du Musée d'art et d'histoire. M^{me} Pérez était donc hors sujet dans le sens où, aujourd'hui, le partenariat qui nous lie et qui a été signé par mon prédécesseur est un partenariat très clair, bien défini, qui prévoit entre autres que le premier coup de pioche doit avoir lieu en mars 2018.

La commission des travaux et des constructions a aussi pu prendre connaissance de la complexité architecturale du projet et des points que je dirais difficiles. Il y a eu de nombreux points d'accord au sortir des débats de commission: l'urgence de la rénovation bien sûr, l'importance d'une extension, l'importance de pouvoir intégrer l'horlogerie et toutes les collections, le fait de couvrir la cour – et il y a plein de projets réussis en Europe et en Suisse de couverture d'une cour ou d'un bâtiment historique – et enfin l'importance des partenaires privés. Mais il y a aussi des points plus difficiles, dont les contestations sur le plan patrimonial.

Aujourd'hui, vous êtes appelés à voter un crédit d'étude complémentaire et, à celles et ceux qui trouvent que le montant est élevé, je rappelle qu'on parle d'un projet devisé à 127 millions de francs. Si vous votez ce crédit de 2,4 ou de 2,9 millions – en fonction de l'amendement – le montant de l'étude se montera à 6,5 millions, c'est-à-dire un montant relativement faible en proportion du coût de réalisation estimé. Vous savez qu'une étude peut s'élever jusqu'à 10% du crédit de réalisation. Il est donc injuste de dire qu'on dépense trop d'argent. Pour un projet de cette ampleur, le montant est tout à fait normal.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

Je vous rappelle aussi qu'en matière culturelle nous avons une responsabilité qui s'étend, au-delà de la Ville de Genève, à tout le canton et à la région. Si vous comparez avec d'autres équipements majeurs que le Grand Conseil doit voter, en matière hospitalière, en matière universitaire ou en matière de transports publics, vous constaterez que nous sommes dans des montants raisonnables. Et si vous comparez le projet du Musée d'art et d'histoire, rénovation et extension, à d'autres projets de musées en Suisse ou en Europe, ou même aux Etats-Unis ou ailleurs, réalisés récemment, vous verrez qu'avec 127 millions nous sommes aussi dans des ordres de grandeur raisonnables.

Aujourd'hui, nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, de voter ces moyens complémentaires au Conseil administratif, pour que mon collègue Rémy Pagani puisse, avec les architectes, examiner ce projet à la lumière des derniers développements, à la lumière du préavis de la CMNS. Certains ont dit que ce n'était qu'un préavis, mais vous savez bien que, s'il y a une procédure juridique basée sur les lois en matière de patrimoine, ce préavis pèsera très lourd. Qu'on le veuille ou non, c'est une réalité. Genève a mal à son architecture, comme disait M^{me} Valiquier Grecuccio, mais elle a aussi mal à son patrimoine. Et si, aujourd'hui, le débat sur le patrimoine est aussi crispé, c'est parce que dans les années 1950, 1960 et 1970 on a fait énormément d'erreurs, qui n'ont pas encore été digérées. Il faut respecter le fait qu'à Genève une partie importante de la population – qui traverse les fronts gauche-droite – est soucieuse du patrimoine. On peut trouver cela parfois excessif, mais il faut le prendre au sérieux. Si on veut réussir des projets à Genève, on ne peut pas simplement critiquer ou ignorer cette composante.

Aujourd'hui, le défi est vraiment de réussir la rénovation-extension du MAH. La priorité, Mesdames et Messieurs, est de définir un projet dans un temps raisonnable, qui permette de garder le soutien des partenaires privés et de procéder à l'extension du musée, et pas seulement à sa rénovation. Si l'on peut réaliser un geste architectural, tant mieux, mais, en toute honnêteté, je dirai que ce n'est pas la première priorité. Nous travaillons ensemble, avec M. Pagani, pour trouver une solution qui respecte l'essence du projet et qui tienne compte, en même temps, des critiques et des remarques qui ont été faites sur le plan patrimonial, comme sur le plan technique d'ailleurs.

J'en viens aux amendements. La marge de manœuvre proposée dans l'amendement signé par la majorité des groupes de ce Conseil nous laisse un peu d'espace pour examiner non pas un plan complètement alternatif – ce ne serait pas raisonnable et, d'ailleurs, cela nécessiterait non pas 500 000 francs mais plusieurs millions – pour examiner, donc, des adaptations du projet, qui permettent de réunir une majorité suffisamment solide pour pouvoir ensuite convaincre le peuple municipal. Six mois, c'est trop court, je vous le dis tout de suite. Mon collègue Rémy Pagani aura besoin de douze mois pour faire ce travail, et nous vous tiendrons au courant au fur et à mesure. Je vous remercie donc de voter ce crédit

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

complémentaire, avec l'amendement signé par la majorité des groupes, ce qui nous permettra de vous proposer, dès que possible, un projet qui puisse recueillir une majorité.

M. Tobias Schnebli (EàG). J'interviens surtout pour exprimer mon malaise ce soir. Je voterai tous les amendements proposés, parce qu'ils donnent la possibilité d'avoir un plan B, ou plusieurs plans B, sachant que j'éprouve un grand malaise face au plan A. Ici, je dois reprendre la question très pertinente posée par M^{me} Pérez tout à l'heure, à laquelle le magistrat n'a pas répondu. Pourquoi la convention qui liera, pour 99 ans, le Musée d'art et d'histoire à la Fondation Gandur pour l'art n'est-elle pas incluse dans le message sur lequel on devrait se baser pour voter en connaissance de cause ce soir? Je siège à la commission des arts et de la culture, et je sais combien de fois nos collègues d'en face, mais d'autres aussi, ont demandé à voir les conventions liant la Ville aux plus petites des associations subventionnées. Ces conventions-là, relatives à des subventions de 50 000 ou 100 000 francs, on veut les voir, mais on n'aurait pas le droit de voir la convention qui liera la Ville de Genève et son principal musée à une fondation privée!

Il s'agit ici de décider sur un projet, un très beau projet de 127 millions ou plus, sans être en mesure de vérifier que l'intérêt privé de la fondation correspond à l'intérêt public, que nous sommes censés défendre ici, l'intérêt public des habitants de la Ville de Genève qui accepteront ou non d'hypothéquer très lourdement pendant 99 ans cette institution phare de la culture genevoise. C'est là mon énorme malaise. Malheureusement, vous n'y avez pas répondu. S'agissant de la convention, j'ai la copie de cette convention, qu'on se passe presque sous le manteau, d'un conseiller municipal à l'autre... Mais il doit y avoir un vrai débat public sur l'opportunité ou non de vendre, en quelque sorte, à une fondation privée l'institution phare de la Ville de Genève en matière de musées. Le musée ne s'appellera plus Musée d'art et d'histoire, mais Musée d'art et d'histoire-Fondation Gandur pour l'art. On donnera des salles, on sera tenu de faire une exposition organisée par la fondation tous les deux ans... (*Protestations et remarques.*) Oui, c'est une chance, mais nous aimerions bien pouvoir évaluer cette chance en toute connaissance de cause. Or ce n'est pas possible ce soir!

M^{me} Fabienne Aubry Conne (HP). Je suis presque aussi catastrophée que M. Dossan! Refuser ce projet, M. Kanaan l'a bien expliqué, coûterait très cher. Ce serait évidemment la ruine du Musée d'art et d'histoire – et une triste histoire à raconter à nos enfants. Nous avons le devoir d'aller de l'avant, nous avons le devoir et l'envie de voir la restauration et la transformation de ce musée. Les concepteurs du projet Nouvel en ont déjà fait la preuve: ils sont capables de sou-

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

plisse, ils sont capables de s'adapter à nos contraintes. Quant à M. Gandur, il a mon respect, le respect des indépendants ici présents, n'en déplaise à certaines! Mesdames et Messieurs, je vous recommande de voter cette proposition PR-922 et l'amendement rédigé par les Verts.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Ce projet est décidément, à ce jour, le projet du retournement des vestes et du manque d'ambition culturelle et politique de ce parlement. Vraiment, il est désarçonnant de voir comment, à partir d'un projet enthousiasmant, financé en partenariat public-privé, on en arrive aujourd'hui à une situation pareille! Au départ, il y a un projet à 80 millions, avec une personnalité politique, Renaud Gautier, qui est prêt à faire la tournée des banques et des financiers, pour obtenir 40 millions des privés. Il est en contact avec des financiers, ainsi qu'avec M. Gandur, et finalement on arrive à dégager l'argent nécessaire pour réaliser ce projet.

Mais, voilà, cela marchait trop bien: on avait un beau projet, qui se voulait compact, avec un restaurant panoramique qui a époustoufflé tous ceux qui ont pu monter sur le toit du MAH et imaginer ce que cela donnerait... Tout le monde était d'avis que c'était ce qu'il fallait pour Genève, pour le tourisme, pour les visiteurs, pour les enfants, pour attirer les gens dans les musées. Et puis, tout d'un coup, tout cela ne compte plus, après l'intervention de Patrimoine suisse et d'Action Patrimoine vivant, les empêcheurs de construire et d'avancer dans cette République! Comme par hasard, on retrouve Ensemble à gauche, sachant qu'Action Patrimoine vivant est piloté par M. Grobet. Chez les Verts, on retrouve M. Cramer... Alors, Mesdames et Messieurs de la gauche, il faudra prendre vos responsabilités, parce que vous êtes en train de plomber le projet!

Ce que vous proposez avec vos amendements, c'est un autre projet, qui va non seulement coûter plus cher en termes de construction, mais qui va aussi coûter beaucoup plus cher en termes de fonctionnement, mon collègue Alain de Kalbermatten en a parlé tout à l'heure. M^{me} Sandrine Salerno ne pourra plus venir en commission des finances expliquer que, lorsqu'on construit, lorsqu'on agrandit, on doit être conscient des répercussions, à savoir que, selon les surfaces, cela nécessite par la suite du personnel supplémentaire, et donc des charges supplémentaires. En l'occurrence, si on agrandit le musée selon le concept Nouvel, qui se veut compact, le personnel pourra être concentré sur un espace. En revanche, si on l'agrandit sur l'esplanade, sur le site de l'école des beaux-arts, on devra investir en personnel. Mesdames et Messieurs, c'est là la réalité politique. Est-ce ce que vous voulez, alors que nous avons des problèmes budgétaires et que nous devons essayer d'être rationnels?

Nous avons un beau projet, qui se voulait à la fois rationnel et dynamique, nous y avons tous cru, et vous l'avez plombé. Mesdames et Messieurs, le Parti

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

démocrate-chrétien restera fidèle à ses convictions. Nous pensons qu'en matière d'art et de culture il faut avoir un idéal et s'y tenir. Si vous n'en êtes pas capables, vous assumerez vos responsabilités! M. Dossan a dit tout à l'heure sa déception. Néanmoins, les libéraux-radicaux veulent bien faire un pas en avant dans cette direction beaucoup trop coûteuse... Le projet proposé est un projet rationnel, qui nécessite un peu plus de culot, qui nécessite aussi de dépasser certains blocages, qui viennent d'ailleurs toujours des mêmes milieux! On ne peut pas construire de plage à Genève, on ne peut pas construire ce nouveau musée... Finalement, des gens usent d'un certain pouvoir et le résultat, c'est que Genève n'est plus crédible à l'extérieur.

Et puis, s'agissant de la collection Gandur dont certains parlaient tout à l'heure, je pose la question: combien d'entre vous se sont intéressés à cette collection? Combien d'entre vous s'intéressent à ce que M. Gandur fait ici à Genève? Une magnifique exposition sur l'art contemporain d'après-guerre a eu lieu au Musée Rath. M. Gandur nous a tous invités, mais combien dans ce parlement y sont allés? Nous étions quatre! Et après, on vient démolir ce qu'un généreux mécène veut faire pour Genève. C'est une honte, Mesdames et Messieurs, vous me faites honte! Toute cette suspicion par rapport à ce généreux donateur est vraiment hors de propos. Ce que vous avez fait avec la Fondation Hans Wilsdorf, vous êtes en train de le faire avec M. Gandur. Nous sommes en train de perdre des millions, et cela toujours grâce aux mêmes protagonistes. Mesdames et Messieurs, j'ai honte pour vous!

La présidente. Mesdames et Messieurs, il est 23 h 48, il y a encore trois orateurs inscrits, puis des amendements à voter avant le vote final. Je vous rappelle que nous ne pouvons pas légalement siéger au-delà de minuit et que nous nous arrêterons donc très précisément à minuit. Le cas échéant, nous voterons demain...

M. Pascal Holenweg (S). En espérant que les derniers mots de la soirée tourneront un peu dans les têtes d'ici à demain, je voudrais d'abord rappeler à ce Conseil que nous ne votons pas ce soir sur le projet Nouvel, ni d'ailleurs sur la convention Gandur, mais sur un crédit d'étude. Le vote sur le projet lui-même interviendra une fois l'étude terminée. A ce moment-là, celles et ceux qui sont enthousiasmés par ce projet voteront pour, celles et ceux qui y sont opposés voteront contre. Pour l'instant, il s'agit d'un crédit d'étude, et notre problème, ici et maintenant, n'est pas tant de réitérer le soutien déjà apporté par ce Conseil au projet Nouvel que de constituer un rapport de force politique, pour faire accepter à la population ce qui est essentiel, à savoir la rénovation, la modernisation et l'extension du musée.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

Nous ne sommes pas et nous n'avons jamais été ici, à Genève, l'une de ces villes ou l'un de ces Etats où le choix d'un prince ou d'un mécène pourrait s'imposer. Nous sommes dans une ville, dans une République où au final, au terme d'un parcours compliqué, rien ne se fait sans l'aval de la population. C'est ce rapport de force politique qu'il faut constituer pour que le projet, quel qu'il soit – pour l'instant, le seul projet qui ait été étudié est le projet Nouvel – soit accepté par la population.

Je vous rappelle que presque tous les projets culturels d'une certaine ampleur ont fait l'objet de référendums et que, dans la plupart des cas, ces référendums ont abouti. Le dernier exemple d'un projet culturel de grande ampleur qui ait abouti devant le peuple est celui du Musée d'ethnographie. Si ce projet a abouti, c'est parce qu'une majorité politique importante s'est constituée dans et hors de ce Conseil pour le soutenir. Pourtant, malgré le fait que tous les partis représentés dans ce Conseil à l'époque soutenaient le projet – le seul parti qui le combattait était le Mouvement citoyens genevois, qui n'était pas représenté dans ce Conseil à l'époque – malgré le fait que tous les partis soutenaient le projet d'extension du Musée d'ethnographie, il s'est trouvé un tiers des électrices et des électeurs pour le refuser.

C'est dire que, si nous allons, aujourd'hui ou demain, devant la population avec le projet Nouvel tel qu'il est, sans avoir étudié aucune des alternatives proposées, quoi qu'elles valent et quoi qu'on en pense, si nous allons devant la population avec pour seul bagage les études faites jusqu'à présent sur le seul projet Nouvel, en sachant qu'il y a déjà trois groupes politiques de ce Conseil et deux associations de protection du patrimoine qui y sont opposés, nous partons en ayant accumulé les oppositions, les difficultés et les «non» potentiels. Vous savez que, dans un référendum, ce n'est pas une position qui gagne, mais une addition de positions. Dans cette addition, les positions négatives, les oppositions sont toujours plus fortes que les positions approbatives. Dans le cas du projet Nouvel, il y aura des refus pour des raisons financières, pour des raisons patrimoniales, pour des raisons architecturales, pour des raisons xénophobes et pour des raisons culturelles. Tous ces refus s'additionnant peuvent constituer facilement une majorité.

C'est la raison pour laquelle l'étude de tous les projets est indispensable. Car partir en votation populaire en ayant refusé d'étudier ce qui est présenté comme des alternatives, c'est partir en donnant l'impression, à tort ou à raison, qu'on force la main des gens à qui on soumet le projet. Les deux propositions d'amendements présentés ouvrent donc le champ des études et ne préjugent en rien du résultat. Toutes les études qui ont été faites jusqu'à présent l'ont été sur le projet Nouvel. Pour l'instant, c'est le seul projet en lice, quelles qu'aient été les péripéties et les procédures qui ont conduit à ce qu'il soit le seul projet.

Personnellement, je me contrefous de savoir si c'est le projet Nouvel, le projet Imhotep, le projet Le Corbusier, ou le projet de l'art brut qui sera réalisé pour

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

l'extension, la modernisation et la rénovation du Musée d'art et d'histoire. Ce qui m'importe, c'est qu'un projet se fasse, que ce musée ne tombe pas sur la tête de ses visiteurs, que les collections, toutes les collections, puissent être exposées. S'agissant de la collection Gandur, j'en profite pour demander au département de la culture de nous transmettre le plus possible d'informations sur la renégociation de la convention et de nous en transmettre le texte dès qu'elle aura été signée.

Toutes les informations nécessaires devront nous être transmises et toutes les études utiles au débat politique sur le projet final sont indispensables. Sans quoi aucun projet ne passera la rampe devant la population et nous pourrions dire, une fois de plus, que les Genevois sont frileux, que les Genevois n'aiment pas les grands architectes, que les gestes architecturaux sont, comme les gestes dans ce Conseil municipal, sujets à réprobation. Nous n'aurons rien fait pour constituer la majorité politique sans laquelle précisément rien ne se fera.

Les deux propositions d'amendements permettront d'effectuer une étude plus large que celle qui a été faite jusqu'à présent et, donc, de constituer potentiellement une majorité politique plus large pour la rénovation, l'extension et la modernisation du musée. Sans cette extension de l'étude, vous n'arriverez pas à convaincre la population que, quel que soit le projet que vous aurez retenu, ce projet est le bon. Vous savez déjà qu'un référendum sera lancé contre le projet Nouvel. Si vous voulez donner une chance à la rénovation, à l'extension et à la modernisation du musée, votez ces deux amendements qui ne préjugent en rien du choix final et qui ne sont pas, a priori, des amendements dirigés contre un projet, mais des amendements dirigés contre une obstruction, celle que nous commettrions nous-mêmes à l'égard de la rénovation du musée en ne soutenant qu'un seul projet.

La présidente. Il est 23 h 54, ce qui signifie que l'orateur suivant ne peut plus bénéficier des sept minutes auxquelles il a droit. Je vous donne la parole, Monsieur Wisard, mais il vous reste exactement cinq minutes.

M. Alexandre Wisard (Ve). J'interviendrai très rapidement, pour que nous puissions voter ce soir. Mes préopinants ne le souhaitaient manifestement pas... Une précision: l'amendement visant une augmentation du crédit de 500 000 francs n'est pas l'amendement des Verts. C'est gentil de vouloir nous rendre cet honneur, mais cet amendement a été signé par le Mouvement citoyens genevois, par l'Union démocratique du centre, par le Parti libéral-radical, par les indépendants, par les Verts, par les socialistes et par un membre d'Ensemble à gauche. C'est dire qu'il y a ce soir unanimité pour essayer d'aller de l'avant, pour donner les moyens au Conseil administratif d'aller de l'avant avec ce projet.

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

J'aimerais donc inviter les uns et les autres à ne pas jouer avec le feu. Ce qui est en jeu est très simple: ou on remet ce projet sur les rails, ou on ferme à terme le Musée d'art et d'histoire. Voilà l'enjeu, j'espère que chacun l'aura bien compris. Je termine en disant que les Verts demandent que le vote des amendements ait lieu à l'appel nominal.

M. Alain de Kalbermatten (DC). Chers amis, je tiens juste à relever une chose. Souvent en commission, les forces qui se disent du progrès expliquent qu'il est important d'écouter les usagers des bâtiments, que ce soit dans les écoles, dans les musées ou ailleurs, d'écouter ce que la fonction publique a à dire. Or, ici, que dit la fonction publique? Qu'elle aime ce projet, qu'elle le soutient. Donc, écoutez-la, soutenez ce projet et refusez les amendements!

Deuxième débat

La présidente. Nous procédons d'abord au vote des amendements, à l'appel nominal selon la demande de M. Wisard.

(Le Conseil municipal est momentanément composé de 79 membres, le remplaçant de M. Michel Chevrolet n'ayant pas encore prêté serment.)

Mis aux voix à l'appel nominal, l'amendement présenté par M. Zaugg est refusé par 56 non contre 10 oui (1 abstention).

Ont voté non (56):

M^{me} Fabienne Aubry Conne (HP), M^{me} Olga Baranova (S), M. Alexis Barbey (LR), M. Gary Bennaïm (LR), M. Eric Bertinat (UDC), M. Thomas Bläsi (UDC), M. Luc Broch (S), M^{me} Natacha Buffet (LR), M^{me} Sandrine Burger (Ve), M. Rémy Burri (LR), M. Mathias Buschbeck (Ve), M. Grégoire Carasso (S), M. Julien Cart (Ve), M. Jean-François Caruso (MCG), M^{me} Marie Chappuis (DC), M. Alexandre Chevalier (HP), M. Sylvain Clavel (HP), M^{me} Sophie Courvoisier (LR), M. Alain de Kalbermatten (DC), M. Yves de Matteis (Ve), M. Guy Dossan (LR), M^{me} Laurence Fehlmann Rielle (S), M. Olivier Fiumelli (LR), M. Adrien Genecand (LR), M. Jean-Paul Guisan (LR), M. Jean-Philippe Haas (MCG), M. Christo Ivanov (UDC), M. Claude Jeanneret (MCG), M. Guillaume Käser (Ve), M^{me} Sarah Klopmann (Ve), M^{me} Florence Kraft-Babel (LR), M. Stefan Kristensen (S), M. Jean-Charles Lathion (DC), M. Laurent Leisi (MCG), M^{me} Mireille Luiset (MCG), M^{me} Silvia Machado (S), M. Carlos Medeiros (MCG), M^{me} Anne Moratti (Ve), M. Robert Pattaroni (DC), M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (Ve),

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

M^{me} Annina Pfund (S), M. Jean-Charles Rielle (S), M^{me} Maria Vittoria Romano (S), M^{me} Michèle Rouillet (LR), M. Pascal Rubeli (UDC), M. Vincent Schaller (LR), M. Daniel Sormanni (MCG), M. Pascal Spuhler (MCG), M^{me} Virginie Studemann (S), M^{me} Martine Sumi (S), M. Olivier Tauxe (UDC), M^{me} Marie-Pierre Theubet (Ve), M. Sylvain Thévoz (S), M^{me} Julide Turgut Bandelier (Ve), M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (S), M. Alexandre Wisard (Ve).

Ont voté oui (10):

M. Olivier Baud (EàG), M^{me} Vera Figurek (EàG), M. Pierre Gauthier (EàG), M. Morten Gisselbaek (EàG), M^{me} Maria Pérez (EàG), M. Pierre Rumo (EàG), M. Tobias Schnebli (EàG), M^{me} Brigitte Studer (EàG), M. Pierre Vanek (EàG), M. Christian Zaugg (EàG).

S'est abstenu (1):

M. Pascal Holenweg (S).

Etaient excusés à la séance ou absents au moment du vote (11):

M. Michel Amaudruz (UDC), M. Simon Brandt (LR), M^{me} Maria Casares (EàG), M^{me} Marie Gobits (S), M^{me} Sandra Golay (DC), M^{me} Danièle Magnin (MCG), M. Denis Menoud (MCG), M. Jacques Pagan (UDC), M. Daniel-Dany Pastore (MCG), M. Alberto Velasco (S), M^{me} Salika Wenger (EàG).

Présidence:

M^{me} Alexandra Rys (DC), présidente, n'a pas voté.

Mis aux voix à l'appel nominal, l'amendement présenté par M. Wisard est accepté par 62 oui contre 4 non.

Ont voté oui (62):

M^{me} Fabienne Aubry Conne (HP), M^{me} Olga Baranova (S), M. Alexis Barbey (LR), M. Olivier Baud (EàG), M. Gary Bennaim (LR), M. Eric Bertinat (UDC), M. Thomas Bläsi (UDC), M. Luc Broch (S), M^{me} Natacha Buffet (LR), M^{me} Sandrine Burger (Ve), M. Rémy Burri (LR), M. Mathias Buschbeck (Ve), M. Grégoire Carasso (S), M. Julien Cart (Ve), M. Jean-François Caruso (MCG), M. Alexandre Chevalier (HP), M. Sylvain Clavel (HP), M^{me} Sophie Courvoisier (LR), M. Yves de Matteis (Ve), M. Guy Dossan (LR), M^{me} Laurence Fehlmann Rielle (S), M^{me} Vera Figurek (EàG), M. Olivier Fiumelli (LR), M. Pierre Gauthier (EàG), M. Adrien Genecand (LR), M. Morten Gisselbaek (EàG), M. Jean-Paul Guisan (LR), M. Jean-Philippe Haas (MCG), M. Pascal Holenweg (S),

Proposition: crédit d'étude complémentaire pour l'extension du Musée d'art et d'histoire

M. Christo Ivanov (UDC), M. Claude Jeanneret (MCG), M. Guillaume Käser (Ve), M^{me} Sarah Klopmann (Ve), M. Stefan Kristensen (S), M. Laurent Leisi (MCG), M^{me} Mireille Luiset (MCG), M^{me} Silvia Machado (S), M. Carlos Medeiros (MCG), M^{me} Anne Moratti (Ve), M^{me} Maria Pérez (EàG), M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (Ve), M^{me} Annina Pfund (S), M. Jean-Charles Rielle (S), M^{me} Maria Vittoria Romano (S), M^{me} Michèle Roullet (LR), M. Pascal Rubeli (UDC), M. Pierre Rumo (EàG), M. Vincent Schaller (LR), M. Tobias Schnebli (EàG), M. Daniel Sormanni (MCG), M. Pascal Spuhler (MCG), M^{me} Virginie Studemann (S), M^{me} Brigitte Studer (EàG), M^{me} Martine Sumi (S), M. Olivier Tauxe (UDC), M^{me} Marie-Pierre Theubet (Ve), M. Sylvain Thévoz (S), M^{me} Julide Turgut Bandelier (Ve), M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (S), M. Pierre Vanek (EàG), M. Alexandre Wisard (Ve), M. Christian Zaugg (EàG).

Ont voté non (4):

M^{me} Marie Chappuis (DC), M. Alain de Kalbermatten (DC), M. Jean-Charles Lathion (DC), M. Robert Pattaroni (DC).

Etaient excusés à la séance ou absents au moment du vote (12):

M. Michel Amaudruz (UDC), M. Simon Brandt (LR), M^{me} Maria Casares (EàG), M^{me} Marie Gobits (S), M^{me} Sandra Golay (DC), M^{me} Florence Kraft-Babel (LR), M^{me} Danièle Magnin (MCG), M. Denis Menoud (MCG), M. Jacques Pagan (UDC), M. Daniel-Dany Pastore (MCG), M. Alberto Velasco (S), M^{me} Salika Wenger (EàG).

Présidence:

M^{me} Alexandra Rys (DC), présidente, n'a pas voté.

Mise aux voix article par article et dans son ensemble, la délibération amendée est acceptée par 53 oui contre 13 non (1 abstention).

(Applaudissements à l'annonce du résultat.)

La délibération est ainsi conçue:

DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit d'études de 2 925 000 francs, complémentaire à la délibération du 26 février 2007 (PR-482), destiné à la poursuite des études de l'extension, de la rénovation et du réaménagement du Musée d'art et d'histoire, situé rue Charles-Galland 2, sur la parcelle 4360, feuille 13 du cadastre de la commune de Genève, section Cité, étant précisé que l'étude de l'extension du musée devra se concentrer prioritairement sur le site actuel de la rue Charles-Galland, la cour des Casemates et la Haute Ecole d'art et de design.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 925 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif. Si l'étude est suivie d'une réalisation, la dépense ajoutée à celle de la réalisation sera amortie sur la durée d'amortissement de la réalisation. Sinon, l'étude sera amortie en 5 annuités.

Art. 4. – Le Conseil administratif fera rapport au Conseil municipal au plus tard dans les douze mois sur la réalisation de cette délibération, en proposant, le cas échéant, un projet de délibération complémentaire.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, la délibération devient définitive.

5. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

6. Interpellations.

Néant.

7. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 0 h.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	5850
2. Communications du bureau du Conseil municipal	5850
3. Prestation de serment de M. Guillaume Käser, remplaçant M ^{me} Fabienne Fischer, conseillère municipale démissionnaire	5851
4. Rapport de la commission des travaux et des constructions chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 14 septembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit d'études de 2 425 000 francs, porté à 2 925 000 francs, complémentaire à la délibération du 26 février 2007 (PR-482), destiné à la poursuite des études de l'extension et du réaménagement du Musée d'art et d'histoire, situé rue Charles-Galland 2, sur la parcelle 4360, feuille 13 du cadastre de la commune de Genève, section Cité (PR-922 A)	5869
5. Propositions des conseillers municipaux	5920
6. Interpellations	5920
7. Questions écrites	5921

La mémorialiste:
Marguerite Conus